

Bulletin sur l'insolvabilité

Insolvency Bulletin

Publié par le Bureau du
Surintendant des faillites

Issued by the office of the
Superintendent of Bankruptcy

Juin-Juillet-Août 1992
vol. 12 n° 6-7-8

June-July-August 1992
Vol. 12 No. 6-7-8

Canada



Insolvency

BULLETIN

sur l'insolvabilité

Juin-Juillet-Août 1992
vol. 12 n° 6-7-8

June-July-August 1992
Vol. 12 No. 6-7-8



Consommation et
Affaires commerciales
Canada

Consumer and
Corporate Affairs
Canada

BULLETIN SUR L'INSOLVABILITÉ

Publié par le
Surintendant des faillites,
Bureau des Corporations
et de la Politique législative,
Ministère de la Consommation
et des Affaires commerciales.

Le Bulletin sur l'insolvabilité a pour objectif de promouvoir la communication et de raffermir les liens entre le Bureau du Surintendant des faillites et les praticiens. Il s'adresse notamment aux syndics, juristes, registraires, comptables, gérants de crédit ainsi qu'à tous ceux qui s'intéressent aux domaines de la faillite et de l'insolvabilité.

Le Bulletin sur l'insolvabilité est publié et distribué gratuitement dix fois par année, les mois de juin, juillet et août étant regroupés dans un seul numéro.

Les opinions exprimées dans le Bulletin n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Bureau du Surintendant des faillites. La reproduction totale ou partielle des articles signés est interdite sauf consentement écrit de l'éditeur responsable.

Les demandes d'abonnement et toute correspondance doivent être adressées à l'éditeur responsable.

INSOLVENCY BULLETIN

Issued by the
Superintendent of Bankruptcy,
Bureau of Corporate Affairs
and Legislative Policy,
Department of Consumer
and Corporate Affairs.

The objective of the Insolvency Bulletin is to promote communication and strengthen ties between the Office of the Superintendent of Bankruptcy and insolvency professionals. The Bulletin is aimed particularly at trustees, jurists, registrars, accountants, credit managers and to those with a general interest in bankruptcy and insolvency.

The Insolvency Bulletin is a free publication, published ten times a year. It combines the months of June, July and August in one single issue.

The opinions expressed in the Bulletin are solely those of individual authors and may not reflect the policy of the Office of the Superintendent of Bankruptcy. Reproduction in whole or in part of signed articles is prohibited without permission in writing from the editor.

Subscription requests and all correspondence should be addressed to the editor.

Renseignements:

Direction des faillites
Place du Portage, Phase II
165, rue Hôtel de Ville
Niveau commercial
Hull (Québec)
K1A 0C9

Francine Emery, Coordonnatrice/Coordinator
Henri Massûe-Monat, Éditeur responsable/Editor

For information:

Bankruptcy Branch
Place du Portage, Phase II
165 Hôtel de Ville Street
Commercial Level
Hull, Quebec
K1A 0C9

1-819-994-4743

1-819-997-3825

Table des matières

Table of Contents

| | |
|---|-----|
| Avis de l'examen de 1992 sur l'insolvabilité . . . | 258 |
| Examen écrit de 1991 pour les candidats à une licence de syndic (Parties A et B) | 262 |
| Statistiques — mois de mars 1992 | 307 |
| Statistiques — mois d'avril 1992 | 329 |
| Adresse des bureaux du Surintendant des faillites | A-1 |
| Avis à l'éditeur d'un changement d'adresse | A-2 |

| | |
|--|-----|
| Notice of the 1992 Insolvency Examination . . | 258 |
| 1991 Written Examination for Applicants to Trustee Licences (Parts A and B) | 263 |
| Statistics — month of March 1992 | 307 |
| Statistics — month of April 1992 | 329 |
| Address of Offices of the Superintendent of Bankruptcy | A-1 |
| Notice to Publisher of Change of Address | A-2 |

Avis de l'examen de 1992 sur l'insolvabilité

Notice of the 1992 Insolvency Examination

L'Association canadienne des professionnels de l'insolvabilité (ACPI) et le Surintendant des faillites annoncent que l'examen écrit sur l'insolvabilité pour l'obtention d'une licence de syndic aura lieu les 26 et 27 novembre 1992.

La session de formation, préparatoire à l'examen, se déroulera du 2 au 6 novembre 1992. Nous prévoyons que cette session de formation se tiendra à Cornwall, Ontario.

Les formulaires d'inscription pour l'examen écrit sur l'insolvabilité sont présentement disponibles. La date limite pour s'enregistrer pour l'examen écrit est le 4 septembre 1992. Pour de plus amples informations, veuillez communiquer avec l'ACPI, ou le Bureau du Surintendant des faillites.

The Canadian Insolvency Practitioners Association (CIPA) and the Superintendent of Bankruptcy announce that the 1992 Written Insolvency Examination in order to obtain a trustee licence will be held on November 26 and 27, 1992.

The tutorial session to support this examination is scheduled for the week of November 2 to 6, 1992. It is anticipated that the tutorial session will be held in Cornwall, Ontario.

Applications for the Written Insolvency Examination are now available. The deadline for registering to write the exam is September 4, 1992. Please contact the CIPA or the Office of the Superintendent for further information.

Règle de l'examen écrit d'insolvabilité 1992

1. Aucun candidat ne sera admis dans la salle d'examen après la **première heure** du début de l'examen ou ne pourra sortir de cette salle, sans surveillance, durant les **deux** premières heures de l'examen. Si un candidat quitte la salle sans surveillance, il/elle ne sera pas admis de nouveau et devra remettre les questions ainsi que leurs réponses et notes.

2. Aucun candidat ne doit quitter la salle durant la tenue de l'examen sans obtenir au préalable l'autorisation du surveillant-responsable. Les candidats qui quittent avant la dernière **demi-heure** (1/2) prévue pour compléter l'examen devront remettre les questions ainsi que leurs réponses et notes. Ils ne seront pas admis de nouveau dans la salle.

3. Les candidats ne peuvent poser de questions au surveillant-responsable sauf s'il appert que l'examen contient de sérieuses erreurs. Le surveillant-responsable ne donnera aucune explication quant au sens ou au but des questions. Advenant une erreur flagrante dans le texte, le surveillant-responsable en informera tous les candidats présents dans la salle.

4. Aucun livre ou document ne peut être utilisé à l'examen sauf ceux distribués par le surveillant-responsable (voir item 8 plus bas).

5. Aucun appareil mécanographique ne sera admis dans la salle sauf des calculatrices à piles «silencieuses».

6. Les candidats ne doivent pas se servir de leur nom ou autre marque personnelle mais seulement de leur numéro d'examen dans l'identification de leurs feuilles de réponses.

7. Les candidats doivent cesser d'écrire dès que les trois heures auront été écoulées et doivent remettre leurs réponses dans les cinq minutes suivant la fin de l'examen. Le surveillant-responsable a le droit de refuser l'examen de tout candidat qui excède ce délai ou continue d'écrire après les trois heures prévues.

1992 Written Insolvency Examination Rules

1. No candidate shall be permitted to enter the examination room after the **first** hour from the starting time of the examination, or to leave, except under supervision, during the first **two** hours of the examination. Should a candidate leave the room unsupervised, the candidate cannot re-enter and must hand in all examination question papers and all answer papers and notes.

2. No candidate shall leave the examination room during the course of the examination except with the permission of the Presiding Officer. Candidates who leave prior to one half hour (1/2 hour) before the end of the examination must hand in their examination question papers and all answer papers and notes. They cannot re-enter the room.

3. Candidates are not permitted to ask questions of the Presiding Officer, except in cases of apparent errors in the papers, and no explanation whatsoever shall be given by the Presiding Officer as to the meaning or purpose of the questions set. If there is a clear-cut error, the Presiding Officer shall bring the correction to the attention of all candidates in the room.

4. No book or paper shall be used at the examination, except as provided by the Presiding Officer (see item 8 below).

5. No mechanical devices will be permitted in the examination room with the exception of small noiseless, battery or solar powered calculators.

6. Candidates shall not put their name or any other distinguishing marks other than their candidate number on any of their answer sheets.

7. Candidates must cease writing at the end of the three hours, and must hand in their papers not later than five minutes after the time of the closing of the examination. The Presiding Officer may refuse to accept the paper of any candidate who fails to observe this limit, or who continues writing after the three hour limit.

8. Si les feuilles de réponses ne sont pas remises dans l'enveloppe scellée prévue à cette fin, ces réponses ne pourront en aucun cas être corrigées. Les réponses ou parties de réponses sur les feuilles de questions ne seront pas acceptées à moins que l'examineur l'ait autorisées.

Si des réponses sont inscrites sur du papier autre que celui fourni, elle ne seront pas acceptées. Il en va de même pour les notes de travail, ébauches, etc.

9. Tout candidat coupable de l'un des délits suivants ou de délits similaires se verra expulsé de la salle d'examen et son examen refusé :

- i) utilise des livres, documents ou notes autres que ceux distribués par le surveillant-responsable ou ses adjoint(es);
- ii) parle ou communique avec d'autres candidats quel qu'en soient les circonstances;
- iii) expose ses feuilles écrites à la vue des autres candidats.

10. Il n'y aura pas de reprise d'examen. Les candidats ne rencontrant pas les exigences précitées ou étant malades ou pour toute autre raison ne pouvant se présenter à l'examen devront attendre la prochaine session d'examens.

11. Les candidats peuvent se présenter au maximum quatre fois à l'examen écrit.

12. Les candidats ont au maximum 30 jours après la date d'émission des résultats pour loger un appel par écrit. Chaque demande d'appel, par examen, doit être accompagnée d'un chèque ou mandat-poste couvrant les droits payables et remboursables seulement si la décision est renversée. Il est à noter que tous les cas marginaux auront déjà été révisés.

13. Il n'est pas permis de fumer dans la salle d'examen.

14. L'Association canadienne des professionnels de l'insolvabilité/ou le Bureau du surintendant des faillites ne sont pas responsables pour tout objet personnel laissé à l'extérieur de la salle d'examen.

8. Under no circumstances whatsoever will examination answer sheets be considered if they are not included in the sealed envelope handed in at the close of each examination session. Answers or part of answers to examination questions will not be marked if they are recorded on the question paper unless this is required by the question.

Answers will not be accepted if recorded on paper other than the paper provided for answering examination questions.

9. Candidates guilty of any of the following or similar dishonest practices during the examination shall be subject to dismissal from the examination room and refusal to have their papers accepted:

- i) making use of any books, papers or memoranda other than those provided by the Presiding Officer or his/her assistants;
- ii) speaking or communicating with other candidates under any circumstances whatsoever;
- iii) willingly exposing written papers to the view of other candidates.

10. A supplemental examination is not offered. Candidates who do not meet the above requirements, or who are ill or who are otherwise unable to write the examination must wait until the next annual examination.

11. All candidates are limited to four attempts at passing the written insolvency examination.

12. Candidates have a maximum of 30 days from the date of the release of the examination results in which to make a written appeal. Each exam appealed must be accompanied by a cheque or money order for the prescribed fee, to be refunded only if the appeal results in the candidate successfully passing the exam. Candidates should note that all marginal exams have been re-read.

13. Smoking in the examination room is not permitted.

14. The Canadian Insolvency Practitioners Association/Superintendent of Bankruptcy is not responsible for personal property left outside the examination room.

15. Les résultats de l'examen seront adressés par courrier aux candidats dès leur publication. Ces résultats seront envoyés à l'adresse indiquée par le candidat sur le formulaire de demande. Les résultats seront tous transmis à la même date. **Aucun résultat ne sera communiqué par téléphone.**

16. Les annulations ou demandes de remboursement doivent être faites par écrit. Les demandes reçues au moins deux semaines (14 jours) avant l'examen seront remboursées, sauf qu'un montant de 30% sera retenu. Après cette date, il n'y aura pas de remboursement.

17. Lorsque vous vous présenterez à un centre d'examen, nous présumerons que vous avez accepté ces règles et que vous vous engagez à les observer.

Un plaidoyer d'accident ou d'oubli ne sera pas accepté advenant une infraction à ces règles.

15. The exam results will be sent by courier to the candidates as soon as they are released. These results will be sent to the address given by the candidate on the exam application form. All results will be released at the same time. **No results will be given over the phone.**

16. All requests for a refund/cancellation must be made in writing. A refund of 70% of the examination fee will be given to requests **received** two weeks (14 days) prior to the first examination date. There will be no refund given for any cancellations after that date. (Exemptions may be granted to participants of the insolvency tutorial session).

17. By presenting yourself at the examination centre, you are deemed to be bound by these "1991 Written Examination Rules."

A plea of accident or forgetfulness shall not be received under any circumstances in the case of any breach of the rules.

Examen écrit de 1991 pour les candidats à une licence de syndic*

REMARQUES

1. Seules sont autorisées les calculatrices de poche à énergie solaire ou à pile.
2. Les candidats doivent faire référence aux lois et aux procédures en vigueur dans la province où ils travaillent.
3. Les *candidats du Québec* doivent remplacer «séquestre/agent» par «agent en vertu d'un acte de fiducie» et «débenture/acte de fiducie» par «acte de fiducie».
4. Les *candidats des autres provinces* doivent remplacer «séquestre/agent» par «séquestre-gérant» et «débenture/acte de fiducie» par «débenture».
5. Il est suggéré que les candidats structurent leurs réponses en style télégraphique.
6. On ne s'attend pas à ce que les étudiants aient étudié les lois fédérales et provinciales adoptées ou modifiées, et la jurisprudence publiée, après le 1^{er} janvier 1991.
7. Veuillez répondre aux questions sur une feuille séparée, ne pas souligner sur le questionnaire.

* Nous publions dans ce numéro les parties A et B des questions de l'examen de 1991 des syndics, ainsi que des renvois à la doctrine et à la jurisprudence pertinentes qui donnent des choix de réponses possibles aux questions. Dans le prochain numéro, nous publierons les parties C, D et E. Les questions d'examen, et la documentation de référence qui les accompagne, sont publiées comme sujets d'intérêt général et pour la gouverne des personnes intéressées.

La documentation de référence ne constitue pas un barème de correction aux questions d'examen. Il peut s'y trouver des renseignements tirés des corrigés, mais aussi des observations, suggestions et recherches effectuées avant, pendant et après le processus d'examen.

Le Bureau du surintendant des faillites aimerait recevoir des suggestions quant aux textes de doctrine, de jurisprudence ou d'avis juridiques qui pourraient venir compléter la documentation actuelle. Les lecteurs sont invités à lui faire part de suggestions, remarques ou autres observations qui pourraient étayer encore la documentation.

1991 Written Examination for Applicants to Trustee Licences*

NOTES:

1. The only aid allowed is a battery or solar powered hand calculator.
2. Students' answers should reflect the provincial laws and procedures applicable to their province of employment.
3. *Quebec candidates* should read "agent under trust deed" instead of "receiver/agent" and "trust deed" rather than "debenture/trust deed."
4. *Candidates from other provinces* should read "receiver/manager" instead of "receiver/agent" and "debenture" instead of "debenture/trust deed."
5. Answers in point form are preferred.
6. Students will not be examined on Federal and Provincial statutes enacted or amended, and jurisprudence published after *January 1, 1991*.
7. All questions are to be answered on a separate piece of paper, not to be underlined on the examination.

* You will find in this month's Bulletin parts A and B of the 1991 trustee examination questions together with references to the various materials, authorities and opinions that reflect possible answers to these questions. Parts C, D and E will follow in the next month's Bulletin. The examination questions and the accompanying reference information are published as a matter of general interest and for the information of the insolvency community.

The material is not an answer key to the examination questions. The material referred to may include information taken from the answer keys together with comments, suggestions and research efforts conducted before, during and after the examination process.

The editors welcome any further suggestions as to authorities, reference materials and opinions that can further illustrate the answers to these questions. Your suggestions, criticisms of other comments that may expand upon the reference information would be welcome.

PARTIE A

27 points

Veillez répondre aux questions sur une feuille séparée, ne pas souligner sur le questionnaire.

Pour les questions A.1 à A.10, indiquez seulement la lettre qui reflète la meilleure réponse parmi celles suggérées.

Question A.1 (1 point)

Une ordonnance de libération libère le failli de :

- (a) toute amende ou peine imposée par le tribunal;
- (b) toute dette ou obligation pour pension alimentaire;
- (c) toute dette provenant d'un engagement ou d'un cautionnement en matière pénale;
- (d) toute dette ou obligation visant le paiement d'impôts sur le revenu;**
- (e) toute dette ou obligation pour des marchandises fournies comme nécessités de la vie;
- (f) aucune des réponses ci-dessus.

Réponse A.1 : (d)

Loi sur la faillite, par. 178(1)

L'ordonnance de libération ne libère pas de certaines dettes

178.(1) Une ordonnance de libération ne libère pas le failli :

- a) de toute amende ou pénalité imposée par un tribunal, ou de toute dette provenant d'un engagement ou d'un cautionnement en matière pénale;
- b) de toute dette ou obligation pour pension alimentaire;
- c) de toute dette ou obligation selon une ordonnance alimentaire ou une ordonnance d'attribution de paternité ou selon une entente alimentaire au profit d'un conjoint ou d'un enfant, vivant séparé du failli;
- d) de toute dette ou obligation résultant de la fraude, du détournement, de la concussion ou de l'abus de confiance alors qu'il agissait à titre de fiduciaire;
- e) de toute dette ou obligation résultant de l'obtention de biens par des fausses représentations ou des présentations erronées et frauduleuses des faits;
- f) de l'obligation visant le dividende qu'un créancier aurait eu droit de recevoir sur toute réclamation prouvable non révélée au syndic, à moins que ce créancier n'ait été averti ou n'ait eu connaissance de la faillite et n'ait omis de prendre les mesures raisonnables pour prouver sa réclamation;
- g) de toute dette ou obligation pour des marchandises fournies comme nécessités de la vie, et le tribunal peut rendre telle ordonnance, concernant leur paiement, qu'il estime utile.

Réclamations libérées

- (2) Une ordonnance de libération libère le failli de toutes autres réclamations prouvables en matière de faillite.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 178; L.R. (1985), ch. 3 (2^e suppl.), art. 28.

PART A
27 Marks

All questions are to be answered on a separate piece of paper, not to be underlined on the examination questionnaire.

In questions A.1 through A.10, indicate only the letter which reflects the most appropriate answer.

Question A.1 (1 Mark)

An order of discharge releases a bankrupt from:

- (a) any fine or penalty imposed by a court
- (b) any debt or liability for alimony
- (c) any debt arising out of a recognizance or a bail bond
- (d) any debt or liability for income taxes payable
- (e) any debt or liability for goods supplied as necessaries of life
- (f) none of the above

Answer A.1: (d)

Bankruptcy Act, section 178(1)

Debts not released by order of discharge

178(1) An order of discharge does not release the bankrupt from:

- (a) any fine or penalty imposed by a court or any debt arising out of a recognizance or bail bond;
- (b) any debt or liability for alimony;
- (c) any debt or liability under a support, maintenance or affiliation order or under an agreement for maintenance and support of a spouse or child living apart from the bankrupt;
- (d) my debt or liability arising out of fraud, embezzlement, misappropriation or defalcation while acting in a fiduciary capacity;
- (e) any debt or liability for obtaining property by false pretences or fraudulent misrepresentation;
- (f) liability for the dividend that a creditor would have been entitled or receive on any provable claim not disclosed to the trustee, unless the creditor had notice or knowledge of the bankruptcy and failed to take reasonable action to prove his claim; or
- (g) any debt or liability for goods supplied as necessaries of life and the court may make such order for payment thereof as it deems just or expedient.

Claims released

- (2) Subject to subsection (1), an order of discharge releases the bankrupt from all claims provable in bankruptcy.

R.S., 1985, c.B-3, s. 178; R.S., 1985, c. 3 (2nd Supp.), s. 28.

Question A.2 (1 point)

Une disposition de biens en fiducie («settlement») est inopposable au syndic, si le disposant devient failli durant l'année, ou dans certains cas, au cours des cinq ans suivant la date de la disposition. Ce principe s'étend à toute disposition faite :

- (a) en faveur d'un acheteur qui connaissait la situation financière du disposant au moment de la disposition;
- (b) en faveur d'un acheteur de bonne foi et moyennant contrepartie valable;
- (c) au conjoint ou aux enfants du disposant de biens accrus à ce dernier après le mariage du chef de son conjoint, ou en faveur de ce conjoint ou de ses enfants;
- (d) avant le mariage et en considération du mariage.

Réponse A.2 : (a)

Loi sur la faillite, par. 91(1)

Dispositions et traitement préférentiel

Nullité de certaines dispositions

91. (1) Toute disposition de biens en fiducie est inopposable au syndic, si le disposant devient failli durant l'année qui suit la date de la disposition.

S'il devient failli dans les cinq ans :

- (2) Si le disposant devient failli au cours des cinq ans qui suivent la date de la disposition, toute disposition de biens est inopposable au syndic, si ce dernier peut prouver que le disposant était, lorsqu'il a fait la disposition, incapable de payer toutes ses dettes sans l'aide des biens compris dans la disposition, ou que les intérêts du disposant dans ces biens n'ont pas cessé lorsque fut faite la disposition.

Cas où le présent article ne s'applique pas :

- (3) Le présent article ne s'applique pas à une disposition faite :
 - a) soit avant le mariage et en considération du mariage;
 - b) soit de bonne foi et pour contrepartie valable, en faveur d'un acheteur ou d'un créancier hypothécaire;
 - c) soit au conjoint ou aux enfants du disposant de biens accrus à ce dernier après le mariage du chef de son conjoint, ou en faveur de ce conjoint ou de ces enfants.
- L.R. (1985), ch. B-3, art. 91; L.R. (1985), ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 70.

Question A.3 (1 point)

Lorsqu'un syndic est nommé, puis substitué, les biens du failli dévolus au premier syndic sont transmis au second syndic par voie de :

- (a) transport;
- (b) cession;
- (c) transfert;
- (d) aucune des réponses ci-dessus.

Question A.2 (1 Mark)

Settlements of property are void against a trustee if the settlor becomes bankrupt within one year or, in certain circumstances, five years. This provision would extend to any settlement made:

- (a) **in favour of a purchaser who knew the financial circumstances of the settlor at the time of the settlement**
- (b) purchaser in good faith and for valuable consideration
- (c) on or for the spouse or children of the settlor of property that has accrued to the settlor after marriage in right of the settlor's spouse or children
- (d) before and in consideration of marriage

Answer A.2: (a)

Bankruptcy Act, section 91(1)

Settlements and Preferences

Certain settlements void

91 (1) Any settlement of property, if the settlor becomes bankrupt within one year after the date of the settlement, is void against the trustee.

If bankrupt within five years

- (2) Any settlement of property, if the settlor becomes bankrupt within five years after the date of the settlement, is void against the trustee if the trustee can prove that the settlor was, at the time of making the settlement, unable to pay all his debts without the aid of the property comprised in the settlement or that the interest of the settlor in the property did not pass on the execution thereof.

Non-application of section

- (3) This section does not extend to any settlement made
 - (a) before and in consideration of marriage;
 - (b) in favour of a purchaser or incumbrancer in good faith and for valuable consideration; or
 - (c) on or for the spouse or children of the settlor of property that has accrued to the settlor after marriage in right of the settlor's spouse or children.
- R.S., 1985, c. B-3, s.91; R.S., 1985, c.31 (1st Supp.), s.70

Question A.3 (1 Mark)

Where a trustee has been appointed, and subsequently there is a change of trustee, the bankrupt's property vested in the trustee passes from the first trustee to the second trustee by virtue of

- (a) conveyance
- (b) assignment
- (c) transfer
- (d) **none of the above**

Réponse A.3 : (d)

Loi sur la faillite, par. 71(2)

Biens dévolus au syndic

(2) *Lorsqu'une ordonnance de séquestre est rendue, ou qu'une cession est produite auprès d'un séquestre officiel, un failli cesse d'être habile à céder ou autrement aliéner ses biens qui doivent, sous réserve des autres dispositions de la présente loi et des droits des créanciers garantis, immédiatement passer et être dévolus au syndic nommé dans l'ordonnance de séquestre ou dans la cession, et advenant un changement de syndic, les biens passent de syndic à syndic sans transport, cession, ni transfert quelconque.*
S.R., ch. B-3, art. 50.

Question A.4 (1 point)

Que doit inclure une proposition concordataire pour être approuvée par les créanciers et le tribunal?

- I une disposition prescrivant la priorité appropriée de paiement des réclamations;
- II une disposition portant sur l'acquittement des honoraires et des dépenses du syndic;
- III des conditions raisonnables destinées à avantager la masse des créanciers;
- IV une disposition relative à la convocation d'une assemblée des créanciers dans les 90 jours;
- V une disposition sur la nomination d'inspecteurs;
- VI une disposition prévoyant l'extension raisonnable des délais par les inspecteurs.

Sélectionnez l'une des réponses suivantes :

- (a) I, II, III
- (b) I, II, IV
- (c) V, VI
- (d) I, II, III, V
- (e) I, II, III, IV, V, VI

Réponse A.4 : (a)

Loi sur la faillite, par. 59(2) et 60(1)

Le tribunal peut refuser d'approuver la proposition

59 (2) *Lorsqu'il est d'avis que les conditions de la proposition ne sont pas raisonnables ou qu'elles ne sont pas destinées à avantager l'ensemble des créanciers, le tribunal refuse d'approuver la proposition; et il peut refuser d'approuver la proposition lorsqu'il est établi que le débiteur a commis l'une des infractions mentionnées aux articles 198 à 200.*

Priorité des réclamations

60 (1) *Le tribunal ne peut approuver aucune proposition qui ne prescrive pas le paiement, en priorité sur les autres réclamations, de toutes les réclamations dont le paiement est ainsi ordonné dans la distribution des biens d'un débiteur, et le paiement de tous les honoraires et dépenses convenables du syndic relatifs et connexes aux procédures découlant de la proposition ou survenant dans la faillite.*

Answer A.3: (d)

Bankruptcy Act, section 71(2)

Vesting of property in trustee

- (2) On a receiving order being made or an assignment being filed with an official receiver, a bankrupt ceases to have any capacity to dispose of or otherwise deal with his property, which shall, subject to this Act and to the rights of secured creditors, forthwith pass to and vest in the trustee named in the receiving order or assignment, and in any case of change of trustee the property shall pass from trustee to trustee without any conveyance, assignment or transfer.

R.S., c. B-3, s.50.

Question A.4 (1 Mark)

Which of the following items must a proposal contain to be ratified by the creditors and the Court?

- I provision for payment in proper priority
- II provision for payment of fees and expenses of the trustee
- III terms that are reasonable and calculated to the benefit of the general body of creditors
- IV provision for a creditors' meeting within 90 days
- V provision for the appointment of inspectors
- VI provision for reasonable extensions by the inspectors

Select one of:

- (a) I, II, III
- (b) I, II, IV
- (c) V, VI
- (d) I, II, III, V
- (e) I, II, III, IV, V, VI

Answer A.4: (a)

Bankruptcy Act, sections 59(2) & 60(1)

Court may refuse to approve the proposal

- 59 (2) Where the court is of the opinion that the terms of the proposal are not reasonable or are not calculated to benefit the general body of creditors, the court shall refuse to approve the proposal, and the court may refuse to approve the proposal whenever it is established that the debtor has committed any one of the offences mentioned in sections 198 to 200.

Priority of claims

- 60 (1) No proposal shall be approved by the court that does not provide for the payment in priority to other claims of all claims directed to be so paid in the distribution of the property of a debtor and for the payment of all proper fees and expenses of the trustee on and incidental to the proceedings arising out of the proposal or in the bankruptcy.

Question A.5 (1 point)

Un séquestre (nommé par le créancier) désire vendre l'actif d'un manufacturier. Le créancier garanti veut savoir s'il convient de les vendre par :

- I vente aux enchères;
- II vente au détail;
- III vente par soumission;
- IV vente privée aux anciens propriétaires;
- V appels de propositions pour l'achat de l'actif;
- VI vente en consignation;
- VII l'intermédiaire d'un courtier.

Sélectionnez l'une des réponses suivantes :

- (a) toutes les réponses ci-dessus;
- (b) toutes les réponses sauf IV;
- (c) I et III uniquement;
- (d) aucune sans instructions du tribunal;
- (e) de I à V inclusivement.

Réponse A.5 : (a)

Il n'existe aucune disposition législative qui interdise à un séquestre nommé par le créancier de vendre l'actif d'un manufacturier par l'un ou l'autre des moyens énumérés plus haut.

Question A.6 (1 point)

Lors d'une faillite, laquelle des mesures administratives suivantes n'a *pas* à être prise par le syndic à l'égard d'une ordonnance de séquestre avant la première assemblée des créanciers?

- (a) signifier l'ordonnance de séquestre au débiteur;
- (b) aviser les débiteurs des comptes à recevoir;
- (c) rédiger son rapport préliminaire;
- (d) envoyer un avis aux créanciers.

Réponse A.6 : (b)

Loi sur la faillite, art. 102; règle 78(2) et Directive 32.

Question A.7 (1 point)

Vous êtes nommé syndic dans la faillite d'une petite entreprise. Cinq inspecteurs sont élus à la première assemblée des créanciers. Après l'assemblée des créanciers, les inspecteurs tiennent leur première assemblée. Qui préside généralement l'assemblée des inspecteurs?

Question A.5 (1 Mark)

A privately appointed receiver wishes to sell the assets of a manufacturing firm. The secured creditor wants to know whether it is proper to sell by way of:

- I auction
- II retail sale
- III sale-by-tender
- IV private sale to the former owners
- V call for proposals to purchase the assets
- VI consignment to third party
- VII sale through a business broker

Select one of:

- (a) all of the above
- (b) all except IV
- (c) only I and III
- (d) none without direction of the Court
- (e) I to V inclusive

Answer A.5: (a)

There is nothing in law to prohibit a privately appointed receiver from selling the assets of a manufacturing firm by any of the ways and means listed above.

Question A.6 (1 Mark)

Which one of the following administrative steps are *not* necessary, by a trustee, prior to the first meeting of creditors in a bankruptcy vis-a-vis a receiving order?

- (a) serve receiving order on the debtor
- (b) notify accounts receivable
- (c) prepare trustee's preliminary report
- (d) send notice to creditors

Answer A.6: (b)

Bankruptcy Act, sect. 102; Rule 78(2); & Dir. 32

Question A.7 (1 Mark)

You are a trustee in bankruptcy of a small business. Five inspectors are elected at the first meeting of creditors. After the creditors' meeting, the first meeting of the inspectors is held. Who generally chairs this meeting?

-
- (a) le syndic;
 - (b) le séquestre officiel;
 - (c) l'un des inspecteurs;
 - (d) l'avocat du syndic;
 - (e) le secrétaire de l'assemblée des créanciers.

Réponse A.7 : (a)

Loi sur la faillite, par. 117(1)

Assemblées

117(1) Le syndic peut convoquer une assemblée des inspecteurs lorsqu'il l'estime utile, et il doit le faire lorsque la majorité des inspecteurs l'en requiert par écrit.

Vote du syndic en cas d'égalité des voix

- (2) Lorsque à une assemblée des inspecteurs les opinions sont également partagées, l'avis d'un inspecteur absent doit être demandé afin de résoudre le différend; au cas où le différend ne peut être ainsi résolu, il le sera par le syndic, à moins que le différend ne se rapporte à la propre conduite du syndic ou à son propre intérêt, auquel cas le différend sera réglé par les créanciers ou le tribunal.

S.R., ch. B-3, art. 94.

Question A.8 (1 point)

Lors d'une assemblée des inspecteurs, on constate que l'un des inspecteurs n'est pas créancier. À titre de syndic, vous

- (a) destituez l'inspecteur et le remplacez en attendant que les créanciers en élisent un autre;
- (b) destituez l'inspecteur et ne le remplacez pas, car les créanciers en éliront un autre;
- (c) destituez l'inspecteur et travaillez avec les quatre autres indéfiniment;
- (d) demandez à tous les inspecteurs de démissionner étant donné que le processus a été vicié, et faites réélire des inspecteurs lors d'une assemblée des créanciers ultérieure;
- (e) **ne faites rien, car cela n'est pas nécessaire.**

Réponse A.8 : (e)

Loi sur la faillite, par. 116(2)

Inspecteurs, Nominations d'inspecteurs

116(1) À la première assemblée des créanciers ou à une assemblée subséquente, les créanciers nomment un ou plusieurs inspecteurs, mais pas plus de cinq, pour surveiller l'actif du failli.

Personnes inadmissibles

- (2) *Aucune personne, partie à une action ou procédure contestée par ou contre l'actif du failli, ne peut être nommée ou agir en qualité d'inspecteur.*

-
- (a) trustee
 - (b) official receiver
 - (c) one of the inspectors
 - (d) trustee's legal counsel
 - (e) secretary of the creditors' meeting

Answer A.7: (a)

Bankruptcy Act, section 117(1)

Meetings

117 (1) The trustee may call a meeting of inspectors when he deems it advisable and he shall do so when requested in writing by a majority of the inspectors.

Trustee votes in case of tie

- (2) In the event of an equal division of opinion at a meeting of inspectors, the opinion of any absent inspector shall be sought in order to resolve the difference, and in the case of a difference that cannot be so resolved, it **shall be resolved by the trustee**, unless it concerns his personal conduct or interest in which case it shall be resolved by the creditors or the court. R .S., c. B-3, s. 94.

Question A.8 (1 Mark)

At an inspectors' meeting it is determined that one of the inspectors is not a creditor. As trustee, do you:

- (a) dismiss the inspector and appoint another on an interim basis, pending election of a replacement by the creditors
- (b) dismiss the inspector and not fill the vacancy, pending election of a replacement by the creditors
- (c) dismiss the inspector and work with four inspectors indefinitely
- (d) ask all inspectors to resign as the composition of the panel is tainted, and re-elect inspectors at a subsequent creditors' meeting
- (e) **take no action, as none is necessary**

Answer A.8: (e)

Bankruptcy Act, section 116(2)

Inspectors, Appointment

116 (1) At the first or a subsequent meeting of creditors, the creditors shall appoint one or more, but not exceeding five, inspectors of the estate of the bankrupt.

Persons not eligible

- (2) No person is eligible to be appointed or to act as an inspector who is a party to any contested action or proceedings by or against the estate of the bankrupt.

Question A.9 (1 point)

La décision Regina (du chef de la Colombie-Britannique) c. Henfrey Samson Bélair (Topps Pontiac Buick) rendue en 1989 a grandement influé sur l'administration des faillites en :

- (a) éliminant le rang de «super-priorité» de Revenu Canada quant aux retenues à la source;
- (b) éliminant la garantie légale des gouvernements provinciaux quant à la taxe de vente au détail;
- (c) éliminant les dispositions concernant la «fiducie présumée» dans le cas des créances provinciales lors d'une faillite;**
- (d) subordonnant les créances d'employés en matière de paie de licenciement et d'indemnité de départ à celles des créanciers garantis;
- (e) infirmant la décision International Warranty quant à la priorité de la créance de Revenu Canada en matière de retenues à la source.

Réponse A.9 : (c)

Colombie-Britannique c. Henfrey Samson Belair Ltd. et autres, [1989] 75 C.B.R. (N.S.) 1 Auteur : J. Cory

Dans un jugement rendu le 13 juillet 1989, la Cour suprême du Canada a conclu que selon leur sens ordinaire, les mots de l'alinéa 47a) (maintenant l'alinéa 67a)) de la Loi sur la faillite indiquent l'intention de permettre de soustraire, du régime de répartition établi par la Loi sur la faillite, les biens qui peuvent être spécifiquement identifiés comme n'appartenant pas au failli selon les principes généraux de droit relatifs aux fiducies. L'alinéa 107(1)) (maintenant l'alinéa 136(1))) s'applique aux seules créances pour taxes qui ne découlent pas du droit général, mais qui sont garanties par un privilège propre à Sa Majesté par voie législative. Cette interprétation des alinéas 67a) et 136(1)) évite toute contradiction entre ces dispositions législatives et respecte le principe selon lequel les provinces ne peuvent, par leurs propres lois, modifier l'ordre de priorité établi en vertu de la Loi sur la faillite. Des considérations pratiques générales favorisent aussi cette interprétation de la Loi sur la faillite.

NOTE DE 1 C.B.R. (N.S.) 1 : L'état du droit est maintenant très clair : les dispositions de l'article 67 de la Loi sur la faillite devraient se limiter aux fiducies établies en vertu des principes généraux du droit (à savoir que le bien doit pouvoir être identifié ou retracé), alors que l'article 136 s'applique aux créances qui ne découlent pas du droit général, mais qui sont garanties «par un privilège propre à Sa Majesté» par voie législative. Comme l'a déclaré la cour, cette conclusion est appuyée par le texte des articles 67 et 136 de la Loi sur la faillite, par la jurisprudence de la Cour suprême du Canada et par des considérations pratiques.

Question A.10 (1 point)

Dans une faillite, quel genre de résolution doit-on adopter pour remplacer un syndic à une assemblée des inspecteurs?

- (a) ordinaire;
- (b) spéciale;
- (c) (a) ou (b);
- (d) aucune des réponses ci-dessus.**

Question A.9 (1 Mark)

The Regina (in right of British Columbia) versus Henfrey Samson Belair (Topps Pontiac Buick) decision of 1989 has had a major impact on the administration of bankruptcy estates, because it:

- (a) eliminated Revenue Canada's "super-priority" for deductions at source
- (b) eliminated the statutory lien of provincial governments with respect to retail sales tax
- (c) eliminated the "deemed trust" provisions relative to provincial claims in a bankruptcy**
- (d) subordinated employees' termination and severance claims to the claims of secured creditors
- (e) effectively reversed the International Warranty decision with respect to the priority of Revenue Canada's claim for income tax deductions at source

Answer A.9: (c)

B.C. v. Henfrey Samson Belair Ltd. et al 75 C.B.R. (N.S.)1, Author: J. Cory

The Supreme Court of Canada in a judgement given on 13 July 1989 held that the words of section 47(a)(now section 67(a)) of the Bankruptcy Act in their ordinary sense evidence the intention to permit removal from the distribution scheme established by the Bankruptcy Act of property which can be specifically identified, under general principles of trust law, as not belonging to the bankrupt. Section 107(1)(j) (now section 136(1)(j)) deals with claims, such as tax claims, not established under general principles of law but secured by the Crown's personal preference through legislation. This interpretation of s. 67(a) and s. 136(1)(j) avoids any conflict between the sections and conforms to the principle that provinces cannot create priorities under the Bankruptcy Act by their own legislation. Practical policy considerations also support this interpretation of the Bankruptcy Act.

Annotation from 1 C.B.R.(N.S.)1: The law is now quite clear: the provisions of s.67 of the Bankruptcy Act should be confined to trusts arising under general principles of law (namely, that the res must be identifiable or traceable) while s.136 applies to claims not established by general law but secured "by Her Majesty's personal preference" through legislation. As the court stated, this conclusion is supported by the wording of ss.67 and 136 of the Bankruptcy Act, by the jurisprudence of the Supreme Court of Canada, and by policy considerations.

Question A.10 (1 Mark)

What type of resolution is necessary to replace a trustee at a meeting of inspectors in a bankruptcy?

- (a) ordinary
- (b) special
- (c) (a) or (b)
- (d) none of the above**

Réponse A.10 : (d)

Loi sur la faillite, art. 14(6) (1)

Les créanciers peuvent procéder au remplacement d'un syndic, contrairement aux inspecteurs qui n'ont pas ce pouvoir.

Nomination et substitution de syndics.

Aucun syndic n'est tenu d'agir :

14 (6) Aucun syndic n'est tenu d'assumer les fonctions de syndic relativement à des cessions, à des ordonnances de séquestre ou à des propositions; toutefois, dès qu'il accepte sa nomination à ce titre, il doit accomplir les fonctions que la présente loi impose à un syndic, jusqu'à ce qu'il ait été libéré ou qu'un autre syndic ait été nommé à sa place.

Nomination d'un syndic par les créanciers :

14 (1) Les créanciers peuvent, par résolution spéciale à toute assemblée, nommer ou substituer un autre syndic au lieu du syndic désigné dans une cession, ordonnance de séquestre ou proposition, ou autrement nommé ou substitué.

Question A.11 (2 points)

La proposition «provisoire» (holding proposal), déposée en vertu de la Partie III de la Loi sur la faillite, constitue-t-elle un emploi légitime des dispositions de la Loi sur la faillite? Expliquez.

Réponse A.11 :

Oui, *Fisher Oil & Gas Corporation and Peat Marwick, Limited v. Guaranty Bank & Trust Company*, Cour suprême de l'Ontario, 1983, 44 C.B.R. (N.S.) 225 Auteur — J.A. Robins

La Cour suprême de l'Ontario a rendu un jugement, le 14 décembre 1982, à l'égard de l'appel interjeté de la décision du juge de première instance, qui avait conclu que la première partie de la proposition constituait une offre de prorogation du délai de paiement, tandis que la deuxième partie visait à proposer des mesures à une date ultérieure. La Cour d'appel a conclu que la proposition présentée était valide puisqu'elle correspondait à la définition donnée par la Loi et qu'elle respectait l'intention visée par les dispositions législatives. Les dispositions de la Loi sur la faillite protègent les créanciers pendant l'examen de la proposition et le délai permet une répartition équitable de l'actif du débiteur si la proposition s'avérait inacceptable.

NOTE DE 44 C.B.R. (N.S.) 225 : Bien qu'on ait soulevé la question de savoir si une proposition «provisoire» est une proposition adéquate en vertu de la Loi sur la faillite, S.R.C. 1970, ch. B-3, on reconnaît depuis plusieurs années qu'une «proposition provisoire» (*holding proposal*) est un moyen très utile de venir en aide au débiteur et aux créanciers et constitue un instrument très utile. Elle a un effet semblable à celui d'un «avis de dépôt d'une proposition» qu'on envisage d'établir dans la nouvelle version projetée de la Loi sur la faillite et qui aurait le même effet.

La «proposition provisoire», telle qu'elle est habituellement employée, comporte essentiellement deux parties : (1) une proposition de prorogation du délai de paiement aux créanciers

Answer A.10: (d)

Bankruptcy Act, section 14(6)(1)

Creditors may, but, *inspectors have no authority to substitute a trustee.*

No trustee bound to act

14 (6) No trustee is bound to assume the duties of trustee in matters relating to assignments, receiving orders or proposals, but, having accepted an appointment as such, he shall, until discharged or another trustee is appointed in his stead, perform the duties required of a trustee under this Act.

Appointment and Substitution of Trustees Appointment of trustee by creditors

14 (1) The creditors at any meeting by special resolution may appoint or substitute another licensed trustee for the trustee named in an assignment, receiving order or proposal, or otherwise appointed or substituted.

Question A.11 (2 Marks)

Is a "holding" proposal, filed under Part III of the Bankruptcy Act, a proper use of the provisions of the Bankruptcy Act? Explain.

Answer A.11:

Yes, Fisher Oil & Gas Corporation and Peat Marwick, Limited v. Guaranty Bank & Trust Company, Ontario Supreme Court, 1983, 44 C.B.R. (N.S.) 225 — Author: J.A. Robins

The Ontario Court of Appeal in a judgement given on 14 December 1982 heard an appeal from the decision of the trial judge who held that the first part of the proposal was an offer to extend the time for payment while the second part of the proposal was to propose something at a future date. The Appeal Court held that the proposal was valid as submitted since it fell within the statutory definition and accorded with the intent of the statutory scheme. The provisions of the Bankruptcy Act afforded protection to creditors while the proposal was under consideration, and the stay ensured an even-handed distribution of the debtor's assets in the event the proposal proved unacceptable.

Annotation from 44 C.B.R. (N.S.) 225: Although the question has been raised as to whether or not a "holding proposal" is really a proper proposal under the Bankruptcy Act, R.S.C. 1970, c.B-3, a "holding proposal" or "interim proposal" has for many years been found to be a very useful method to assist the debtor and the creditors and constitutes a very useful tool. It has a similar effect as a "notice to file a proposal" which is contemplated in the proposed new Bankruptcy Act and would have the same effect.

The "holding proposal", as it is being commonly used, consists essentially of two parts: (1) a proposal for an extension of time for payment to unsecured creditors; and (2) an undertaking to

chirographaires; et (2) l'engagement à produire une proposition finale modifiée avant une date précise. C'est cette deuxième partie de la proposition qui pose problème. Qu'arrivera-t-il si une proposition finale modifiée n'est pas déposée à la date prévue? La compagnie est-elle réputée faillie? Quels sont les droits des créanciers?

Il n'est pas absolument nécessaire que la deuxième partie (l'engagement à produire une proposition finale modifiée avant une date précise) fasse partie de la proposition. Il suffirait que la «proposition provisoire» se limite à demander aux créanciers chirographaires un moratoire et un délai pour le paiement de leurs créances...

Question A.12 (3 points)

Énumérez les différentes façons par lesquelles une compagnie peut devenir ou se trouver en faillite.

Réponse A.12 :

Énumération fondée sur les articles 43, 49, 57 et 63 de la *Loi sur la faillite*

- Accueil par le tribunal d'une requête de mise en faillite
- Production d'une cession
- Rejet d'une proposition
- Annulation d'une proposition par le tribunal pour défaut d'exécution
- Annulation d'une proposition par le tribunal en cas d'infraction

Pétition en faillite

- 43 (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, un ou plusieurs créanciers peuvent déposer au tribunal une pétition en vue d'une ordonnance de séquestre contre un débiteur :
- a) d'une part, si, et si la pétition allègue que, la ou les dettes envers le ou les créanciers pétitionnaires s'élèvent à mille dollars;
 - b) d'autre part, si, et si la pétition allègue que, le débiteur a commis un acte de faillite dans les six mois qui précèdent le dépôt de la pétition.

Cession au profit des créanciers en général :

- 49 (1) Une personne insolvable ou, si elle est décédée, son exécuteur testamentaire ou l'administrateur à sa succession, avec la permission du tribunal, peut faire une cession de tous ses biens au profit de ses créanciers en général.

Résultat du refus d'approbation d'une proposition :

- 57 (1) Lorsque les créanciers refusent d'accepter une proposition faite par une personne insolvable, dont une copie a été produite au séquestre officiel comme le requiert l'article 62, le débiteur est réputé avoir fait une cession le jour où la proposition a ainsi été produite;

Annulation par le tribunal pour défaut d'exécution ou infraction :

- 63 (1) En cas de défaut d'exécution d'une disposition que renferme une proposition, ou s'il apparaît au tribunal que la proposition ne peut être maintenue sans injustice ni retard indu,

file an amended definitive proposal before a certain date. It is the second part of the proposal which causes some problems. What is going to happen if an amended definitive proposal will not be filed at the proper time? Is the company deemed to be in bankruptcy? What are the rights of the creditors?

The second part (an undertaking to file an amended definitive proposal by a certain date) does not really have to be part of the proposal. It would be sufficient if the "holding proposal" were to simply ask the unsecured creditors for a moratorium and extend payment of their due debts.....

Question A.12 (3 Marks)

List the different ways that a company can become or find itself in bankruptcy.

Answer A.12:

List with reference to *Bankruptcy Act*, sections 43, 49, 57, 63

- Court Adjudging Bankruptcy on being Petitioned
- Filing of an Assignment
- Refusal of a Proposal
- Annullment of Proposal by Court for failure to Perform
- Annullment of Proposal by Court for Offence

Petition for a Receiving Order

43 (1) Subject to this section, one or more creditors may file in court a petition for a receiving order against a debtor if, and if it is alleged in the petition that,

- (a) the debt or debts owing to the petitioning creditor or creditors amount to one thousand dollars; and
- (b) the debtor has committed an act of bankruptcy within six months next preceding the filing of the petition.

Assignment for general benefit of creditors

49 (1) An insolvent person or, if deceased, his legal personal representative with the leave of the court, may make an assignment of all his property for the general benefit of his creditors.

Proposal turned down by creditors

Result of non-approval of proposal

57 (1) Where the creditors refuse to accept a proposal by an insolvent person, a copy of which has been filed with the official receiver as required by section 62, the debtor shall be deemed to have made an assignment on the day the proposal.....

Anulled by Court for failure to perform or offence

63 (1) Where default is made in the performance of any provision in a proposal, or where it appears to the court that the proposal cannot continue without injustice or undue delay

ou que l'approbation du tribunal a été obtenue par fraude, le tribunal peut, sur demande qui lui est adressée, après qu'a été donné au débiteur et, s'il y a lieu, au syndic et aux créanciers l'avis qu'il est loisible au tribunal de prescrire, annuler la proposition.

Question A.13 (3 points)

Dressez la liste des mesures qu'un séquestre (nommé par le créancier) prendrait immédiatement après sa nomination pour protéger les actifs d'une compagnie.

Réponse A.13 :

une liste d'exemples de mesures qu'un syndic de faillite prendrait :

1. changer les serrures et assurer la sécurité des lieux;
2. limiter la distribution des clés;
3. négocier une entente avec le locateur;
4. déplacer les stocks pour éviter toute saisie-exécution;
5. assurer l'actif;
6. prendre possession des données informatiques;
7. prendre possession des livres et registres;
8. procéder à l'inventaire;
9. aviser les créanciers du changement;
10. autres.

Question A.14 (2 points)

Les créanciers ne traitant pas à distance sont-ils admissibles à voter par catégorie, lors d'une assemblée convoquée pour étudier un Plan d'arrangement en vertu de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies? Pourquoi?

Réponse A.14 :

Oui, la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (LACC) ne comporte aucune disposition qui l'interdise, LRC (1985) ch. 36

Question A.15 (2 points)

L'employé d'une compagnie en faillite qui réclame des frais de voyage peut-il voter pour confirmer la nomination du syndic lors d'une première assemblée des créanciers? Pourquoi?

or that the approval of the court was obtained by fraud, the court may, on application thereto, with such notice as the court may direct to the debtor, and, if applicable to the trustee and to the creditors, annul the proposal.

Question A.13 (3 Marks)

List the actions that a privately appointed receiver should take to protect the assets of a company as soon as possible after the appointment.

Answer A.13:

list of examples of actions that would be taken by a trustee

1. change locks and make secure
2. restrict distribution of keys
3. negotiate agreement with landlord
4. move inventory to avoid distraint
5. insure assets
6. take possession of computer data
7. take possession of books and records
8. take inventory
9. give notice to creditors of set-off
10. other

Question A.14 (2 Marks)

Are claims of non-arms-length creditors admissible for voting purposes by class at a meeting to consider a Plan of Arrangement pursuant to the Companies' Creditors Arrangement Act? Why?

Answer A.14:

Yes, Companies' Creditors Arrangements Act has no provisions to the contrary R.S.C. 1985 c.36

Question A.15 (2 Marks)

Can an employee of a bankrupt company, with a claim for travel expenses, vote to affirm the trustee at the first meeting of creditors? Why?

Réponse A.15 :

Non, *Loi sur la faillite*, par. 113(3)

Personnes non autorisées à voter

113(3) Les personnes suivantes n'ont pas le droit de voter pour la nomination d'un syndic ou d'inspecteurs :

- a) le père, la mère, l'enfant, le frère, la sœur, l'oncle ou la tante de naissance ou par mariage, ou le conjoint du failli;
- b) lorsque le failli est une personne morale, un dirigeant, administrateur ou employé de celle-ci;
- c) lorsque le failli est une personne morale, toute personne morale filiale entièrement détenue, ou tout dirigeant, administrateur ou employé de celle-ci.

L.R. (1985), ch. B-3, art. 113; L.R. (1985), ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 73.

Question A.16 (2 points)

Une fois nommé, un syndic de faillite peut-il démissionner d'un dossier pour des raisons de santé?

Réponse A.16 :

Non. *Loi sur la faillite*, par. 14(6)

Aucun syndic n'est tenu d'agir

14 (6) Aucun syndic n'est tenu d'assumer les fonctions de syndic relativement à des cessions, à des ordonnances de séquestre ou à des propositions; toutefois, dès qu'il accepte sa nomination à ce titre, il doit accomplir les fonctions que la présente loi impose à un syndic, jusqu'à ce qu'il ait été libéré ou qu'un autre syndic ait été nommé à sa place.

Question A.17 (3 points)

En votre qualité de syndic de faillite, sur quelles questions feriez-vous enquête avant la première assemblée des créanciers?

Réponse A.17 :

Une liste inspirée de la Directive no. 32 du surintendant des faillites, émise le 10 janvier 1991 au sujet du *Rapport du syndic aux créanciers sur l'administration préliminaire*, qui remplace l'énoncé de politique n° 5 du 30 novembre 1977.

Généralités

1. Un des principes fondamentaux de la Loi sur la faillite est l'autonomie administrative des créanciers et il est prévu une première assemblée des créanciers afin que ceux-ci puissent discuter de leurs intérêts collectifs dans l'administration de l'actif.

Answer A.15:

No, *Bankruptcy Act*, section 113(3)

Persons not entitled to vote

113 (3) The following persons are not entitled to vote on the appointment of a trustee or inspectors:

- (a) the father, mother, child, sister, brother, uncle or aunt by blood or marriage, or spouse of the bankrupt;
- (b) where the bankrupt is a corporation, any officer, director or employee thereof; and
- (c) where the bankrupt is a corporation, any wholly owned subsidiary corporation or any officer, director or employee thereof.

R.S., 1985, c. B-3, s. 113; R.S., 1985, c. 31 (1st Supp.), s. 73.

Question A.16 (2 Marks)

Can a trustee resign from a bankrupt estate for health reasons once appointed? Explain.

Answer A.16:

No, *Bankruptcy Act*, section 14(6)

No trustee bound to act

14 (6) No trustee is bound to assume the duties of trustee in matters relating to assignments, receiving orders or proposals, but, having accepted an appointment as such, he shall, until discharged or another trustee is appointed in his stead, perform the duties required of a trustee under this Act.

Question A.17 (3 Marks)

As trustee in bankruptcy, what matters would you investigate prior to the first meeting of creditors and refer to in the trustees preliminary report to the creditors?

Answer A.17:

List from Superintendent of Bankruptcy Directive Number 32 of 10 January 1991 on Trustee's Report to the Creditors on Preliminary Administration which replaces Bankruptcy Policy Statement No. 5 of 30 November 1977

Background

1. One of the underlying principles of the *Bankruptcy Act* is that of creditors' control and it provides for a first meeting of creditors to discuss their collective interest in the administration of the bankrupt's estate.

-
2. Le paragraphe (5) de l'article 102 de la Loi sur la faillite établit de façon précise les fonctions des créanciers lors de leur première assemblée :
 - (a) l'examen des affaires du failli;
 - (b) la confirmation de la nomination du syndic ou son remplacement;
 - (c) la nomination des inspecteurs, et
 - (d) la communication au syndic des instructions que les créanciers peuvent juger opportunes quant à l'administration de l'actif.

 3. À moins de posséder suffisamment de renseignements, les créanciers ne peuvent remplir adéquatement ces responsabilités. C'est pourquoi, le rapport du syndic à la première assemblée des créanciers constitue un élément très important dans l'administration des faillites.

Politique

4. Le syndic doit émettre un rapport préliminaire avant la première assemblée des créanciers qui doit contenir :
 - un bref historique;
 - une évaluation préliminaire des actifs par le syndic et de l'information sur les biens grevés de garanties;
 - les mesures conservatoires prises;
 - l'information pertinente concernant les réclamations prouvables;
 - les procédures judiciaires, transactions révisables et paiements préférentiels;
 - la divulgation du syndic concernant les garanties avec tierces parties ou garants et toute situation possible de conflit d'intérêts;
 - et lorsque possible, la distribution projetée et les commentaires du syndic sur la réalisation estimative.

Cette liste ne doit pas être de nature à limiter la portée du rapport du syndic ou à empêcher la présentation de points pertinents.

-
2. Section 102(5) of the *Bankruptcy Act* sets out specifically the functions of the creditors at their first meeting:
 - (a) to consider the affairs of the bankrupt;
 - (b) to affirm the appointment of the trustee or appoint another....;
 - (c) to appoint inspectors, and
 - (d) to give such directions to the trustees as the creditors may see fit with reference to the administration of the estate.

 3. Without adequate information, the creditors are not in a position to properly perform these duties and therefore the trustee's report at the first meeting of creditors is a very important element in the administration of bankruptcy.

Policy

4. The trustee shall submit a preliminary report prior to the first meeting of creditors which includes:
 - brief background statement
 - trustee's preliminary evaluation of assets and details of security
 - conservatory and protective measures
 - relevant information relating to provable claims
 - legal proceedings, reviewable transactions and preference payments
 - disclosure statements by the trustee of possible conflict of interest, details of fee guarantees or deposits from third parties
 - and where possible, projected distribution and trustee's comments on anticipated asset realization

This list should not restrict the presentation of any other useful material in the trustee's report.

PARTIE B
73 points

Question B.1 (29 points)

La Banque canadienne de crédit («BCC») envisage de nommer votre firme séquestre/agent d'Acrylique Limitée («Acrylique»), un fabricant de peinture situé dans une banlieue industrielle. Acrylique ne réalise pas de bénéfices depuis deux ans et ne laisse présager aucune possibilité de reprise. Voici un résumé de son bilan :

31 octobre 1991
en milliers de dollars

| Actif | | Passif | |
|-------------------------|----------|------------------------------------|----------|
| Comptes-clients | 691 \$ | Dette envers BCC | 2 507 \$ |
| Stocks | 2 741 \$ | Dette envers Trust Morton- | |
| Équipement et outillage | 1 267 \$ | Hypothèque sur terrain et bâtiment | 758 \$ |
| Terrain et bâtiment | 1 042 \$ | Créanciers privilégiés | 303 \$ |
| | | Créanciers non garantis | 3 697 \$ |
| | | | <hr/> |
| | | | 7 265 \$ |
| | | Déficit | 1 524 \$ |
| | | | <hr/> |
| | <hr/> | | <hr/> |
| | 5 741 \$ | | 5 741 \$ |

La clientèle d'Acrylique est composée d'entreprises commerciales et industrielles. Acrylique a entrepris plusieurs projets qui demandent qu'elle poursuive ses activités afin de pouvoir remplir et livrer les commandes et être en mesure de recouvrer les créances s'y rapportant (par ex. la *facturation progressive*). Acrylique compte quelque 60 employés syndiqués. Ses locaux sont presque neufs et abritent du matériel à la fine pointe de la technologie. Les solvants à l'huile, la principale composante des produits d'Acrylique, sont entreposés dans des réservoirs souterrains. Les produits finis sont entreposés sur des lieux loués adjacents à l'usine d'Acrylique.

Les propriétaires, Jacques et Marlène Laplante, sont belliqueux. Entre autres, ils ont menacé de manifester avec leurs employés devant le siège social de la banque si un séquestre/agent était nommé. Le syndicat est aussi réputé être très agressif à l'égard des fermetures d'usines. La banque détient des charges fixes et flottantes sur tous les actifs d'Acrylique.

L'avocat de BCC lui confirme que leur sûretés sont valides. Il y a trois semaines, BCC a rappelé les prêts de la compagnie en lui donnant 18 jours pour s'y conformer. Acrylique n'y a pas donné suite. BCC vous convoque à ses bureaux pour y rencontrer ses représentants et son avocat et examiner la stratégie que BCC devra adopter pour réaliser ses sûretés.

PART B
73 Marks

Question B.1 (29 Marks)

The Canadian Credit Bank ("CCB") is considering appointing your firm as receiver and manager of Glocoat Limited, a paint manufacturing company located in an industrial suburb. Glocoat has not been profitable for two years and there appears to be no chance for a turnaround. A summarized balance sheet is provided below:

| October 31, 1991 | | | |
|-------------------------|-----------------|----------------------------------|-----------------|
| \$000's | | | |
| Assets | | Liabilities | |
| Accounts Receivable | \$ 691 | Due to CCB | \$ 2,507 |
| Inventory | \$ 2,741 | Due to Mortco Trust | |
| Machinery and Equipment | \$ 1,267 | (mortgage on land and buildings) | \$ 758 |
| Land and Building | \$ 1,042 | Preferred Creditors | \$ 303 |
| | | Unsecured Creditors | \$ 3,679 |
| | | | <hr/> |
| | | | \$ 7,265 |
| | | Deficit | \$ 1,524 |
| | <hr/> | | <hr/> |
| | \$ 5,741 | | \$ 5,741 |

Glocoat's customers include both commercial and industrial businesses. It has a number of projects underway at this time that will require continued operations in order to complete shipments, if the related receivables (e.g., progress billings) are to be collected. About 60 unionized employees are currently on the payroll. Glocoat's premises are relatively new and contain state-of-the-art equipment. Petroleum solvents, the principal component in Glocoat's products, are stored in underground tanks. In addition, finished goods are stored in leased premises next door to Glocoat's plant.

The owners, Jack and Marilyn Smith, are uncooperative and militant. Their most recent threat is to lead an employee march on the CCB's head office if a receiver and manager is appointed for Glocoat. The union also has a reputation of being very tough in plant-closure situations. The bank holds fixed and floating security over all assets.

The bank's counsel says CCB's security is valid. CCB made a demand three weeks ago and gave the company 18 days to meet the demand. Glocoat has not responded to the demand. You are summoned to CCB's offices to meet with bank officials and legal counsel, and to discuss alternate strategies for CCB to realize on its security.

Question B.1 (a) (15 points)

Commentez brièvement la position d'un séquestre nommé par le créancier, dans le contexte d'une situation d'exploitation en ce qui concerne :

(i) les droits du locateur.

Commentaire :

Un séquestre nommé par le créancier n'a pas plus de droit que le débiteur, de sorte que le locateur a le droit de résilier le bail ou de procéder à une saisie en cas d'arrérages.

(ii) les obligations environnementales d'Acrylique

Commentaire :

Le séquestre nommé par le créancier peut être doublement responsable, à titre d'agent du débiteur et à titre d'agent de la BCC, qui a maintenant le contrôle.

(iii) arrérages en approvisionnement en gaz

Commentaire :

Les séquestres nommés par le créancier sont censés agir au nom des compagnies débitrices et, partant, sont responsables des arrérages à l'égard de l'approvisionnement en gaz. *Peat MarwickThorne v. Consumers Gas*, 35 C.B.R. (N.S) 1, (Cour d'appel de l'Ontario, 1980). Auteur — J.A. Houlden

(iv) arrérages sur les impôts provinciaux sur le revenu de l'entreprise.

Commentaire :

Les arrérages sur les impôts provinciaux sur le revenu de l'entreprise n'ont pas priorité sur un séquestre, sauf si le bien-fonds est grevé d'un privilège ou si une réclamation est enregistrée avant une charge fixe ou la cristallisation d'une charge flottante.

(v) arrérages pour indemnité de vacances

Commentaire :

En Ontario, il existe une fiducie présumée visant les biens non couverts par une charge fixe, et au Manitoba, en Nouvelle-Écosse et en Saskatchewan, il existe une réclamation garantie. En Colombie-Britannique, les salaires (indemnités de vacances) ont priorité sur les charges grevant la plupart des biens (pas les charges fixes).

(vi) arrérages sur les retenues à la source dans le cadre des impôts sur le revenu personnel.

Commentaire :

Les retenues à la source dans le cadre des impôts sur le revenu personnel ont priorité sur toutes les réclamations, en vertu de l'article 224 de la Loi de l'impôt sur le revenu.

(vii) arrérages sur la taxe sur les produits et services (T.P.S.).

Commentaire :

Le séquestre n'est tenu au paiement des arrérages sur la TPS que pour les biens qui sont en sa

Question B.1(a) (15 marks)

Comment briefly on the position of a privately appointed receiver and manager in the context of an operating situation with respect to:

(i) landlord's rights.

Comment:

A private receiver has no rights greater than the debtor's, so the landlord has a right to terminate or distrain if the lease is in arrears.

(ii) environmental obligations of Glocoat

Comment:

A private receiver may be liable in a dual capacity as agent for the debtor, and as an agent for CCB, which is now in control.

(iii) arrears to the gas utility

Comment:

Private receivers are deemed to be agents for debtor companies and are therefore liable for the arrears owing for gas supplied to the debtors. *Peat Marwick Thorne v. Consumers Gas*, 35 C.B.R.(N.S.)1, (Ont.Ct.of Appeal, 1980) — Author: J.A. Houlden

(iv) arrears of provincial corporate income tax

Comment:

Provincial corporate tax arrears have no priority over a receiver, unless the real estate is liened or there is a claim registered prior to any fixed charge or crystallized floating charge.

(v) vacation pay arrears

Comment:

There is a deemed trust in Ontario impressed on assets not covered by a fixed charge and in Manitoba, Nova Scotia and Saskatchewan, there is a secured claim. In B.C. wages (vacation pay) rank ahead of charges on most assets (Not fixed charges).

(vi) arrears of deductions at source for personal federal income tax

Comment:

There is a super-priority for arrears of deductions at source for personal federal income tax which ranks ahead of all claims by the authority of section 224 of Income Tax Act.

(vii) arrears of Goods and Services Tax (GST)

Comment:

The receiver is liable for the payment of arrears of GST payable only to the extent of the property

possession ou qu'il contrôle et gère, en vertu du sous-alinéa 266 (1) c) (i). Afin de dégager sa responsabilité personnelle, le séquestre doit obtenir un certificat conformément à l'article 270 de la Loi sur la taxe d'accise.

(viii) arrérages sur les créances du personnel relatives aux salaires et débours.

Commentaire :

Les créances du personnel relatives aux salaires et aux débours n'ont aucune priorité légale sur les réclamations des séquestres nommés par le créancier, mais dans une situation d'exploitation, les arrérages sont habituellement payés.

(ix) arrérages sur les impôts fonciers.

Commentaire :

Les impôts fonciers constituent une créance privilégiée et valide de rang supérieur aux hypothèques.

(x) arrérages sur les taxes d'affaires.

Commentaire :

Les arrérages sur les taxes d'affaires n'ont aucune priorité, sauf dans les cas où il y a eu saisie d'éléments d'actif pour garantir le paiement de la taxe avant la nomination du séquestre, par voie de saisie.

Question B.1 (b) (5 points)

Dites-lui avec explications si une cession de biens ou une proposition concordataire conviendrait ou non dans cette situation.

Réponse B.1 (b) :

Conseil : La cession de biens constitue une mesure appropriée et on devrait l'envisager pour les raisons suivantes :

- la priorité des réclamations peut être modifiée; par exemple, les salaires et les indemnités de vacances peuvent ne pas avoir priorité sur la garantie de BCC, et il se peut qu'il ne soit pas nécessaire de payer totalement les salaires;
- le syndic a le choix de continuer le bail ou le résilier;
- la compagnie distributrice de gaz doit fournir le service au syndic;
- la responsabilité pour les réclamations environnementales peut se limiter aux biens en la possession du syndic. Cela peut éviter la responsabilité envers BCC.

in possession or under the control and management of the receiver as set out in the Excise Tax Act, section 2661 (c)(i). To avoid personal liability, the receiver is required to obtain a Clearance Certificate pursuant to section 270 of the Excise Tax Act.

(viii) arrears of employee wage and expense claims

Comment:

Employee wage and expense claims have no legal priority over the claims of private receivers, but, in an operating situation arrears are usually paid.

(ix) arrears of property tax

Comment:

Property tax is a secured and valid lien in priority to mortgages.

(x) arrears of business tax

Comment:

Arrears of business tax have no priority unless assets to secure the tax have been seized prior to receivership pursuant to a right of distress.

Question B.1(b) (5 marks)

Advise with reasons, whether or not a bankruptcy or formal proposal might be appropriate in these circumstances.

Answer:

Bankruptcy is appropriate and should be considered for the following reasons:

- priority of claims may be affected — for example, wages and vacation pay may not rank ahead of CCB's security and payment of all wages may not be necessary.
- the trustee may elect whether to retain or disclaim the lease.
- the gas company must supply the trustee.
- the liability for any environmental claims may be restricted to the assets in the possession of the trustee. This may avoid any liability to CCB.

Question B.1 (c) (5 points)

Identifiez et expliquez les autres façons de procéder ou procédures que la débitrice pourrait envisager dans cette situation.

Identification :

La Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (LACC), LRC (1985), ch. 36, prévoit une autre procédure que pourrait envisager la débitrice dans cette situation.

Explication :

La LACC permet la suspension des procédures et le maintien de l'actif sous la garde de la compagnie. Si un coordonnateur est nommé, il peut obtenir une ordonnance du tribunal clarifiant les responsabilités de la compagnie à l'égard de toutes les réclamations, y compris les réclamations environnementales; la LACC permet de s'adresser au tribunal pour demander des directives. Compte tenu de la lourdeur des procédures de demande et du processus d'admissibilité, il se peut que la LACC ne constitue pas une solution appropriée pour Acrylique.

Dans le cadre d'une liquidation volontaire en vertu de la LACC, le coordonnateur pourrait agir comme représentant des créanciers. Une liquidation en vertu d'une loi provinciale sur les compagnies n'est pas possible, car Acrylique n'est pas solvable. On pourrait aussi envisager la nomination d'un liquidateur en vertu d'une loi sur les liquidations ou celle d'un syndic en vertu d'une loi sur les fiduciaires.

Question B.1 (d) (2 points)

Accepteriez-vous une nomination à titre privé de séquestre/agent d'Acrylique si elle était accompagnée d'une garantie d'indemnité et d'honoraires de la part de BCC ? Pourquoi?

Réponse B.1 (d) :

Oui, si avant la nomination, une vérification environnementale a établi que les dangers, risques et responsabilités potentiels se situent à l'intérieur de la marge de tolérance qui, à votre avis, est acceptable.

Question B.1 (c)

Identify and explain any other approaches or formal proceedings that could be used by the debtor in these circumstances.

Identification:

The Companies' Creditors Arrangement Act, R.S.C. 1985, c.C-36 ("the CCAA") is another formal proceeding that could be used by the debtor in these circumstances.

Explanation:

The CCAA offers a stay of proceedings and the assets remain in control of the company. If appointed, a monitor may apply to court for an order clarifying the Company's responsibilities for all claims including the environmental claims. CCAA provides the authority to go to court for directions. Because of the cumbersome application procedures and qualification process, the CCAA may not be a worthwhile consideration for Glocoat.

In a self-liquidation, pursuant to CCAA, a monitor could act as a watch-dog for creditors. A liquidation pursuant to a Provincial Company Act is not feasible because Glocoat is not solvent. Other considerations are a liquidator under a Winding-Up Act or a trustee appointed under a Trustee Act.

Question B.1(d) (2 Marks)

Would you accept a private appointment as receiver and manager of Glocoat with a CCB indemnity and fee guarantee? Why?

Answer B.1(d):

Yes, if prior to the engagement an environmental audit had determined that the potential hazards, risks and liabilities were within the risk tolerances acceptable to you.

Question B.1 (e) (2 points)

Accepteriez-vous une nomination à titre de syndic de faillite par suite d'une requête de faillite déposée par BCC, si elle était accompagnée d'une garantie d'indemnité et d'honoraires? Pourquoi?

Réponse B.1 (e) :

Oui, si l'indemnité de la BCC satisfait aux exigences de la nomination.

Question B.2 (12 points)

Votre firme est le vérificateur de Bon Temps Inc. («BTI»), une compagnie d'aménagement de parcs d'attractions, devenue insolvable. Jean Marchand, un avocat représentant BTI, vous demande d'accepter le mandat de coordonnateur en vertu de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (LACC). Marchand vous dit que le propriétaire de BTI, M. V. A. Deboncœur tient à s'ajointre un coordonnateur «bien disposé» envers son entreprise et capable de contrôler les coûts. Marchand se dit confiant de votre capacité à remplir ce rôle et croit pouvoir amener les créanciers à accepter votre nomination. Marchand a une avance d'honoraires de 75 000 \$ et se propose de vous en donner la moitié si vous acceptez le mandat.

Vous consultez votre associé, qui vous apprend que BTI doit à votre firme 100 000 \$ pour des conseils qu'elle lui a dispensés en matière de vérification et de fiscalité, il y a quelques années. Nous sommes le 29 novembre 1991. L'exercice financier de BTI se termine le 30 juillet. Vous apprenez que la dernière signature d'un rapport de vérification par votre firme remonte au 1^{er} novembre 1989 et visait l'exercice terminé le 30 juillet 1989. Les états financiers de 1990 n'ont jamais été signés en raison d'un différend non encore réglé avec M. Deboncœur au sujet d'une réserve quant à la permanence de l'entreprise. Aucun travail n'a été fait sur la vérification de BTI en 1991. Toutefois, votre firme ne s'est par retirée officiellement comme vérificateur.

Question B.2 (a) (3 points)

La LACC permet-elle à votre firme d'être coordonnateur ? Pourquoi ?

Réponse B.2 (a) :

Oui, la firme peut agir à titre de coordonnateur en vertu de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (LACC), puisque cette loi ne comprend aucune disposition prohibitive qui empêcherait la firme d'agir. Il y a possibilité de conflit avec les règlements de conduite professionnelle du Conseil Canadien d'Insolvabilité (CCI), mais la nomination se fait à la discrétion du tribunal.

Question B.1(e) (2 marks)

Would you accept an appointment as trustee in bankruptcy pursuant to a petition with a CCB indemnity and fee guarantee? Why?

Answer B.1(e):

Yes, if the CCB indemnity was adequate for the requirements of the appointment.

Question B.2 (12 Marks)

Your firm has been the auditor of Happy Times Inc. ("HTI"), an insolvent theme park development company. You are approached by Barry Stears, a lawyer acting for HTI, and asked to act as monitor under the Companies' Creditors Arrangement Act (CCAA). Stears tells you that HTI's owner, Mr. Happy G. Lucky, wants a "friendly", cost effective monitor. Stears is comfortable with your ability to fulfill the role and believes that he can get the creditors to go along with your appointment. Stears has a \$75,000 retainer and proposes to give you half if you agree to act as monitor.

You check with your audit partner to learn that HTI owes your firm \$100,000 for audit and tax advice from several years ago. It is now November 29, 1991. HTI's year end is July 30. You learn that your firm last signed an audit report on November 1, 1989, for the year ended July 30, 1989. The 1990 statements were never signed due to an ongoing dispute with Mr. Lucky over a proposed going-concern qualification. No work has been commenced on the 1991 HTI audit; however, your firm has not formally resigned as auditors.

Question B.2(a) (3 marks)

Is it possible for your firm to act as monitor under the CCAA? Why?

Answer B.2 (a):

Yes. It is possible for the firm to act as monitor under the Companies' Creditors Arrangement Act (CCAA) since there are no prohibiting provisions in CCAA to prevent the firm from acting. There is a possible conflict with the C.I.A. Rules of Professional Conduct, but, the appointment is at the discretion of the court.

Question B.2 (b) (5 points)

Advenant que vous acceptiez le mandat de coordonnateur, quelles seraient vos préoccupations avant d'accepter la nomination? Expliquez brièvement.

Réponse B.2 (b) :

Avant d'accepter une nomination à titre de coordonnateur en vertu de la LACC, il faudrait se préoccuper du conflit d'intérêts apparent qu'entraînerait le fait d'agir pour un ancien client de vérification, qui doit à la firme 100 000 \$ en honoraires de vérification et de services fiscaux remontant plusieurs années en arrière. L'ancien rôle de vérificateur et la situation de créancier entraînent un conflit apparent qui doit être divulgué. Le client a le droit de chercher un coordonnateur capable de contrôler les coûts, mais si pour être «bien disposée» la firme doit contrevenir aux règlements de conduite professionnelle, il y a lieu de se préoccuper de cette question. Il faudrait se demander si l'avance est suffisante, car il est probable qu'aucune indemnité ne sera disponible. Il faudrait se préoccuper de la réaction des créanciers garantis de BTI et du but commercial visé par le plan d'arrangement.

Un mois plus tard, vous recevez un appel de Pauline Paiement, l'avocate du plus important créancier de BTI, la Banque SansSouci. M^{me} Paiement vous informe que BTI ne s'est pas conformée aux exigences de la LACC et que sa cliente, la banque, entendait bientôt recourir aux tribunaux pour tenter d'obtenir une ordonnance pour faire annuler la suspension des procédures. M^{me} Paiement vous dit que la banque s'attend à subir des pertes importantes et vous offrira une garantie d'indemnité et d'honoraires. M^{me} Paiement veut savoir si vous allez accepter le mandat de séquestre/agent.

Question B.2 (c) (4 points)

Seriez-vous disposé à agir comme séquestre/agent? Expliquer brièvement.

Réponse B.2 (c) :

Oui, (ou «Non» avec un raisonnement acceptable)

Il y a lieu de mentionner les codes de conduite professionnelle du Conseil Canadien d'insolvabilité (CCI) et des instituts provinciaux, en ce qui a trait à la question de savoir si l'acceptation par la firme du rôle de séquestre/agent de BTI pour la Banque Sansouci (la banque) donnerait lieu à un conflit ou à un conflit apparent.

BTI ne s'est pas conformée aux exigences de la LACC et il est probable que le tribunal lèvera la suspension des procédures; par conséquent, il ne semble y avoir aucune raison de ne pas agir à titre de séquestre/agent de BTI pour ce créancier. Même s'il ne semble pas y avoir eu démission de la firme à titre de vérificateur de BTI, aucun travail n'a été effectué pour le compte de BTI au cours d'une période de deux ans, nonobstant le fait que BTI n'a pas encore payé les services passés. La firme est donc à l'extérieur de la limite de deux ans prescrite par le code.

Question B.2 (b) (5 marks)

Assume you agree to act as monitor. What concerns would you have before accepting this appointment? Provide brief explanations.

Answer B.2 (b):

There should be concerns in this case before accepting an appointment as a monitor under the CCAA since there is an apparent conflict in acting for a former audit client who owes the firm \$100,000. for audit and tax advice from several years ago. The former audit role and creditor position is an apparent conflict which must be disclosed. The client has a right to expect a monitor to be cost-effective, but if "friendly" requires the firm to act contrary to the Rules of Professional Conduct this is a concern. Is the retainer adequate, as an indemnity of any value is unlikely to be available. There should be concerns about the reaction of the HTI secured lenders and the commercial purpose in the Plan of Arrangement.

A month later you are called by Millie Cash, solicitor for HTI's largest creditor, Barley's Bank of Canada. Millie Cash advises you that HTI has failed to meet the requirements of the CCAA and that her client will be approaching the Court within a matter of days seeking an Order to lift the stay of proceedings. Millie Cash says that Barley's expects to suffer a significant shortfall, and will offer you an indemnity and fee guarantee. Millie Cash wants to know if you will act as receiver and manager.

Question B.2 (c) (4 Marks)

Would you be prepared to act as a receiver and manager? Provide brief explanations.

Answer B.2 (c):

Yes, (or "No" with suitable reasoning)

Reference is made to the Canadian Insolvency Association (C.I.A.) and provincial institute Codes of Professional Conduct as to whether or not there is conflict or appearance of conflict if the firm acted as receiver-manager of HTI for Barley's Bank (Bank).

HTI failed to meet the requirements of the CCAA and an order to lift the stay of proceedings is likely, so there appears to be no reason not to act as the receiver-manager of HTI for this creditor. Although there appears to have been no resignation as an auditor for HTI, no work was done for HTI within a two year period notwithstanding that HTI still owes for the services. The firm is therefore outside the two year limit prescribed by the Code.

La LACC prévoit un processus engagé par la débitrice et tout rôle sous le régime de la LACC peut être perçu comme une intervention pour le compte de la débitrice, avec le consentement de ses actionnaires; toutefois, le séquestre/agent de BTI agira pour le compte d'un créancier et, s'il est nommé par le tribunal, pour le compte du tribunal. Avant d'accepter la nomination à titre de séquestre/agent pour BTI, la firme doit procéder à une divulgation totale devant le tribunal et (s'il ya lieu) devant les créanciers chirographaire prioritaires de sa situation de vérificateur et de créancier de BTI. Cette divulgation faite, la firme serait probablement nommée séquestre/agent pour la Banque SansSouci.

Si la banque devait supporter un important déficit, cette façon d'agir serait plus appropriée puisqu'il y aurait moins de risque de contestation de la part des créanciers de rang inférieur. Une évaluation préalable permettrait probablement de déceler une telle situation.

Question B.3 (11 points)

Vous présidez l'assemblée des créanciers pour étudier la proposition de Bou-Tonnière Ltée, un fabricant de boutons-pression. Quarante créanciers y assistent et vous avez deux problèmes : En tant que président, que feriez-vous dans chaque cas ? Commentez chacun de ces problèmes et apportez-y des solutions pratiques.

Problème (a) : (7 points)

70 %, en valeur, des créanciers et la majorité du nombre de lettres de vote reçues favorisent la proposition. À moins de pouvoir compter sur la présence de créanciers ayant des réclamations importantes et disposés à voter en faveur de la proposition, vous risquez ne pas avoir la majorité voulue pour adopter une résolution spéciale.

Commentaires :

Au moyen d'une motion, suspendre temporairement la séance et rencontrer en privé les créanciers ayant des réclamations importantes pour tenter de déterminer dans quel sens ira leur vote. Si le résultat est satisfaisant, reprendre la séance; dans le cas contraire, reporter la séance à plus tard et modifier la proposition si nécessaire.

Procéder à un sondage d'opinions afin de déterminer l'importance de l'appui. Si cet appui existe, procéder au vote pour lier les parties. Dans le cas contraire, suspendre la séance pendant quelque temps au moyen d'une motion, pour tenter de rallier les opposants. Si cette tentative est couronnée de succès, procéder au vote; sinon, reporter la séance à une date ultérieure et modifier la proposition au besoin.

Les administrateurs peuvent modifier la proposition sur-le-champ. Les votes par procuration en faveur de la proposition demeureraient acceptables si la proposition modifiée est au moins aussi généreuse que la proposition antérieure. Si les créanciers souhaitent voter, procéder au vote en tenant compte de la possibilité que la proposition soit rejetée et qu'il y ait faillite.

The CCAA is a debtor driven process and any role within CCAA may be viewed as acting for the debtor with the consent of its shareholders, but the receiver-manager of HTI will be acting for a creditor and if court appointed for the court. When accepting an appointment as receiver-manager for HTI, there must be a full disclosure to the court (if applicable) and to the major unsecured creditors of the firm's auditor and creditor status with HTI. With disclosure the firm would probably be appointed to act as receiver-manager for Barley's Bank of Canada.

If Barley's Bank should suffer a large shortfall it would be presumably be easier to act since there would be less likelihood of attack from subordinate creditors. An appraisal before acceptance would probably reveal this.

Question B.3 (11 Marks)

You are chairing a meeting of creditors to consider the proposal of Boltco Limited, a manufacturer of fasteners. There are 40 creditors present. You have two major concerns:
As chairman, what would you do in each case? Comment on each of these concerns and provide practical solutions to each.

Concern (a): (7 Marks)

Seventy percent in dollar value and a majority in number of the voting letters received are in favour of the proposal. You may not, however, have the majority required by a special resolution, unless you have creditors present with significant claims willing to vote in favour of the proposal.

Comment:

By motion adjourn the meeting for a short time and meet privately with larger creditors in attendance in an effort to determine their vote. If OK, proceed, if not, adjourn to a later date and amend proposal if necessary.

Take a non-binding "straw-poll" to determine support. If it exists, proceed to binding vote. If not, adjourn by motion for a short period to lobby hold-outs. If successful, return to vote. If not, adjourn to later date and amend proposal as required.

The principals can amend proposal at the meeting. Votes in favor (proxies) would still count if amended proposal was at least as generous as previous proposal. If creditors wish to vote, hold vote and be prepared to have proposal defeated and bankruptcy ensue.

Problème (b) (4 points)

Vous êtes au courant d'au moins huit personnes qui veulent être inspecteurs si la proposition est acceptée. Cela n'est évidemment pas possible puisque la Loi sur la faillite ne permet qu'un maximum de cinq inspecteurs. Vous aimeriez avoir un groupe d'inspecteurs représentatifs des divers groupes de créanciers.

Commentaires :

Suspendre la séance et suggérer aux candidats de se réunir en privé pendant 15 minutes et de choisir entre eux les cinq personnes qui seront retenues.

Comme solution de rechange, nommer des inspecteurs «associés» ou «observateurs» qui participeront aux assemblées des inspecteurs à titre officieux (ils n'auront pas le droit de vote, mais pourront observer le déroulement du processus).

Suggérer au moyen d'une motion que les cinq candidats qui obtiendront le plus de votes soient nommés inspecteurs.

Demander si des créanciers sont prêts à se retirer.

Demander le vote et procéder individuellement au vote.

Question B.4 (6 points)

Vous êtes convoqué à une réunion du conseil d'administration d'une importante compagnie insolvable. Il vous paraît évident que la faillite est imminente et vous appelez un avocat pour vous aider à réunir les documents qui permettront à la compagnie de faire une cession de ses biens. La compagnie fait cession et vous en devenez le syndic. L'avocat qui était déjà impliqué devient l'avocat de la faillite.

Lors de la première assemblée des inspecteurs, vous présentez aux fins d'approbation un mémoire d'honoraires de 5 000 \$ et l'avocat présente le sien, également de 5 000 \$, pour le travail effectué avant le dépôt de la cession.

Question (a) (4 points)

Quelle est la position des tribunaux à l'égard des frais judiciaires engagés avant le dépôt d'une cession? Expliquez.

Réponse (a) :

Puisque la nomination du syndic n'a pas encore eu lieu, il ne peut y avoir autorisation des frais judiciaires en vertu du paragraphe 197(6) de la Loi sur la faillite; toutefois, les tribunaux ont reconnu que les frais judiciaires et les frais de syndic engagés dans de telles circonstances sont des frais admissibles contre l'actif.

Re : Jacobson, (1927) 8 C.B.R. 258

Re : Lachance, (1928) 10 C.B.R. 183

Concern (b): (4 Marks)

You know of at least eight people who want to be inspectors if the proposal succeeds. Clearly this is not possible given that the Bankruptcy Act only provides for a maximum of five inspectors. You would like a balanced panel of inspectors representing various groups of creditors.

Comment:

Adjourn meeting and suggest that candidates meet privately for 15 minutes and sort it out among themselves as to which 5 will act.

An alternative might be "associate" or "observer" inspectors who would attend inspector's meetings in an unofficial capacity (no vote, but able to observe process).

Motion that top 5 vote getters be inspectors.

Ask if any creditors wish to withdraw

Call for a vote and vote individually

Question B.4 (6 Marks)

You are summoned to a meeting of the board of directors of a very large company. It is clear to you that bankruptcy is near and you call in a lawyer to assist you in pulling together the documents to allow the company to make an assignment. The company subsequently makes the assignment and you become trustee. The lawyer who was previously involved becomes counsel to the estate.

At the first meeting of inspectors, you present an account for \$5,000 and the lawyer presents an account for \$5,000 for approval for payment, with respect to the work done prior to the assignment.

Question (a) (4 marks)

What position have the courts taken on legal fees incurred prior to the filing of an assignment? Explain.

Answer (a):

Since a trustee has not yet been appointed, the legal fees could not be authorized pursuant to the Bankruptcy Act section 197(6). However, the courts have recognized both legal and trustees fees under these circumstances as a proper charge against the estate.

Re: Jacobson (1927) 8 C.B.R. 258

Re: Lachance (1928) 10 C.B.R. 183

Parmi les services reconnus par les tribunaux dans de telles circonstances, se trouvent notamment :

- les conseils;
- la réunion du conseil d'administration;
- les négociations;
- les procès-verbaux;
- la préparation du bilan de réalisation éventuelle.

Référence : Houlden and Morawetz, édition 1990, page 275, édition 1991, page 282.

Question (b) (2 points)

Croyez-vous que le syndic et l'avocat réussiront à recouvrer les honoraires pour le travail effectué avant la faillite? Expliquez brièvement.

Réponse (b) :

Oui. Même si les honoraires semblent élevés, il s'agit d'une compagnie importante, de sorte que dans les deux cas, les honoraires semblent raisonnables et les montants correspondent aux faits. Le travail visé par les honoraires semble mériter paiement eu égard aux tâches accomplies décrites plus haut.

Question B.5 (8 points)

Une banque vous demande d'entreprendre une étude de la viabilité d'une compagnie qui lui doit 500 000 \$. La banque, dont votre cabinet est également le vérificateur, s'attend à ce que vous lui fassiez un rapport confidentiel sur la compétence de la direction, et, advenant que votre appréciation globale soit négative, que vous l'aidiez à choisir les chèques qui devraient être payés pendant la période d'avis précédant votre nomination comme séquestre/agent.

Quels problèmes entrevoyez-vous avec cette nomination éventuelle et pourquoi? Expliquez brièvement chaque problème.

Réponse B.5 :

- (i) La banque comme client en matière de vérification. Même si c'est là le processus habituel, il a été remis en question, mais il ne semble pas y avoir conflit d'intérêts.
- (ii) Le mandat de présenter à la banque un rapport confidentiel sur la compétence de la direction. Indépendamment des considérations éthiques et professionnelles, le fait de remettre à la banque un rapport confidentiel peut avoir un effet sur la capacité de votre cabinet de traiter ouvertement avec la direction de la compagnie.
- (iii) L'aide apportée à la banque dans les décisions relatives au paiement de certains chèques. Lorsque la banque contrôle l'exploitation de la compagnie, le risque de responsabilité est élevé à la fois pour la banque et pour le cabinet.

Some work that has been recognized by the courts in these circumstances are:
For example:

- advice
- Board of Directors meeting
- negotiations
- minutes
- statement of affairs preparation

Reference: Houlden and Morawetz, 1990 edition, page 275, 1991 edition, page 282.

Question (b) (2 marks)

Do you believe that the trustee and the lawyer in this case would be successful in recovering fees for work performed prior to the filing of the assignment? Briefly justify your answer.

Answer (b):

Yes, although the fees may seem high, the company was described as a very large company and so in both cases the fees appear to be reasonable and the figures not out of line based on the facts. The work supporting the fees appears to qualify for payment in terms of the tasks performed and described above.

Question B.5 (8 Marks)

You have been asked by a bank to conduct a viability assessment of a company which owes the bank \$500,000. The bank, which is also an audit client of your firm, expects you to report privately on the competence of management, and in the event that your overall assessment is negative, assist the bank in deciding which cheques to clear during the notice period prior to your appointment as receiver and manager.

What concerns do you have about this prospective engagement? Briefly explain each concern?

Answer:

- (i) The bank as an audit client. Although this is the usual process it has been questioned but there appears to be no conflict of interest.
- (ii) The firm reporting to the bank privately on the competence of the company management. Besides the ethical and professional considerations, reporting privately to the bank may affect the firm's ability to deal openly with the company management.
- (iii) Assisting the bank in decisions to clear certain cheques. Where the bank is controlling the operation of the company, the risk of liability is great for both the bank and the firm.

-
- (iv) Il y a un problème de conflit d'intérêts lorsque le consultant est subséquentement nommé séquestre, car il y a apparence que le rapport sert ses propres intérêts.

Question B.6 (7 points)

Donnez la procédure à suivre par le syndic à l'égard de la prise d'inventaire pour ce qui a trait :

- (a) au contenu de l'inventaire

Plan : (a) En se référant à la directive n° 31 émise par le surintendant des faillites, l'inventaire doit suivre la politique établie dans la directive n° 31, à savoir :

- (i) une description adéquate afin d'identifier les biens ;
- (ii) le nom de la personne responsable de la prise d'inventaire;
- (iii) la date et l'heure de la prise d'inventaire;
- (iv) l'endroit où se trouve l'inventaire;
- (v) une note des biens endommagés, détériorés ou périssables;
- (vi) les détails sur la procédure de contrôle utilisée pour s'assurer que tous les biens sont comptés;
- (vii) les articles dont le droit de propriété est incertain devraient être mis de côté;
- (viii) autres.

- (b) au recours à une tierce personne pour la prise d'inventaire :

Plan :

- (b) Lorsqu'il fait appel au service d'un tiers pour la prise d'inventaire, le syndic doit s'assurer que la directive n° 31 est respectée.

- (c) Au rôle du failli ou d'un dirigeant de la société en faillite :

Plan :

- (c) Le failli ou le dirigeant de la société en faillite doit recevoir une copie de l'inventaire et être requis de remplir par écrit la déclaration prescrite. Cette déclaration ou un document signé par le syndic constatant l'absence de cette déclaration doit être joint à l'inventaire.

-
- (iv) A conflict problem arises when the consultant is subsequently appointed receiver, as there is an appearance of a self-serving report.

Question B.6 (7 Marks)

Outline the trustee's procedure with respect to inventory-taking under the following headings:

Heading: (a) contents of the inventory listing

Outline: (a) With reference to Directive Number 31 issued by the Superintendent of Bankruptcy, the inventory listing shall follow the policy set out in Directive Number 31 as set out below:

- (i) adequate description to identify the assets
- (ii) person responsible for the inventory count
- (iii) time and date when the inventory was taken
- (iv) location of the inventory
- (v) note where the inventory is damaged, deteriorated or perishable
- (vi) details of control procedure employed to ensure that all inventory is counted
- (vii) segregation of items where ownership is uncertain
- (viii) others

Heading:

(b) use of a third party to count inventory

Outline:

(b) When relying on a third party to count inventory, the trustee must be assured that the Directive Number 31 is being followed.

Heading:

(c) role of the bankrupt officer of a bankrupt company

Outline:

(c) The bankrupt or the officer of the bankrupt corporation shall be given a copy of the inventory sheets and asked to complete a prescribed written statement. This statement or a document signed by the trustee as to its absence is to be attached to the inventory.

STATISTIQUES

FAILLITES

STATISTICS

BANKRUPTCIES

ANALYSE COMPARATIVE DES FAILLITES DÉPOSÉES AU COURS DES MOIS DE MARS 1992 & 1991
COMPARATIVE ANALYSIS OF TOTAL BANKRUPTCIES FILED IN THE MONTHS OF MARCH 1992 & 1991

GENRE DE FAILLITES ET DONNÉES CUMULATIVES BANKRUPTCIES BY TYPE AND CUMULATIVE FIGURES

| | Mois Courant — Current Month | | | Année précédente Previous Year | Cumul pour l'année — Yearly to date | | | Année précédente Previous Year |
|----------------|------------------------------------|---------------------|-------|-----------------------------------|---|---------------------|--------|-----------------------------------|
| | Consommateur Consumer | Affaire Business | Total | | Consommateur Consumer | Affaire Business | Total | |
| T.-N./Nfld. | 71 | 13 | 84 | (74) | 168 | 44 | 212 | (210) |
| N.-É./N.S. | 193 | 89 | 282 | (232) | 506 | 247 | 753 | (642) |
| I.P.-É./P.E.I. | 1 | 4 | 5 | (6) | 6 | 8 | 14 | (14) |
| N.-B./N.B. | 32 | 28 | 60 | (67) | 123 | 76 | 199 | (209) |
| Québec | 1,476 | 471 | 1,947 | (1,917) | 4,526 | 1,352 | 5,878 | (6,023) |
| Ontario | 2,548 | 387 | 2,935 | (2,455) | 7,308 | 1,030 | 8,338 | (7,059) |
| Manitoba | 226 | 39 | 265 | (252) | 627 | 104 | 731 | (740) |
| Saskatchewan | 182 | 48 | 230 | (232) | 463 | 139 | 602 | (613) |
| Alberta | 577 | 125 | 702 | (522) | 1,634 | 332 | 1,966 | (1,675) |
| C.-B./B.C. | 459 | 87 | 546 | (500) | 1,344 | 313 | 1,657 | (1,418) |
| T.N.-O./N.W.T. | 1 | 0 | 1 | (1) | 5 | 2 | 7 | (1) |
| Yukon | 0 | 0 | 0 | (0) | 0 | 0 | 0 | (0) |
| Canada | 5,766 | 1,291 | 7,057 | (6,258) | 16,710 | 3,647 | 20,357 | (18,604) |

PROPOSITIONS

Mars 1992

PROPOSALS

March 1992

| | Mois courant — Current month | Cumul pour l'année — Yearly to date |
|----------------|------------------------------------|---|
| | T.-N./Nfld. | 0 |
| N.-É./N.S. | 2 | 4 |
| I.P.-É./P.E.I. | 0 | 0 |
| N.-B./N.B. | 1 | 1 |
| Québec | 22 | 65 |
| Ontario | 71 | 221 |
| Manitoba | 4 | 4 |
| Saskatchewan | 0 | 0 |
| Alberta | 0 | 3 |
| C.-B./B.C. | 18 | 23 |
| T.N.-O./N.W.T. | 0 | 0 |
| Yukon | 0 | 0 |
| Canada | 118 | 321 |

FAILLITES COMMERCIALES SIGNALÉES AU COURS DU MOIS DE MARS 1992, PAR PROVINCE, PAR GENRE
D'INDUSTRIE AVEC PASSIFS ET DONNÉES CUMULATIVES

BUSINESS BANKRUPTCIES REPORTED IN THE MONTH OF MARCH 1992, BY PROVINCE, BY TYPE OF
INDUSTRY WITH LIABILITIES AND CUMULATIVE FIGURES

| | Mois Courant Current month | | Cumul pour l'année Yearly to date | |
|---|---------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ |
| | TERRE-NEUVE/NEWFOUNDLAND | | | |
| Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries | 0 | 0 | 7 | 77,036 |
| Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries | 0 | 0 | 1 | 29,400 |
| Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries manufacturières Manufacturing industries | 0 | 0 | 1 | 217,319 |
| Industries de la construction Construction industries..... | 4 | 723,551 | 7 | 1,007,577 |
| Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries..... | 3 | 134,164 | 6 | 356,935 |
| Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries du commerce de gros Wholesale trade industries..... | 0 | 0 | 1 | 223,401 |
| Industries du commerce de détail Retail trade industries | 4 | 178,458 | 11 | 334,365 |
| Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries | 1 | 126,503 | 1 | 126,503 |
| Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ... | 0 | 0 | 2 | 42,160 |
| Industries des services aux entreprises Business service industries..... | 1 | 22,032 | 1 | 22,032 |
| Industries des services gouvernementaux Government service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services d'enseignement Educational service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries | 0 | 0 | 3 | 90,986 |
| Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries | 0 | 0 | 1 | 45,457 |
| Autres industries de services Other service industries | 0 | 0 | 2 | 71,511 |
| Total | 13 | 1,184,708 | 44 | 2,644,682 |

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

| | Mois Courant Current Month | | Cumul pour l'année Yearly to Date | |
|---|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ |
| NOUVELLE-ÉCOSSE/NOVA SCOTIA | | | | |
| Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries | 0 | 0 | 3 | 3,150,419 |
| Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries | 14 | 329,730 | 51 | 1,850,695 |
| Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries | 3 | 195,755 | 6 | 369,337 |
| Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries manufacturières Manufacturing industries | 1 | 53,504 | 10 | 1,413,608 |
| Industries de la construction Construction industries..... | 17 | 1,829,900 | 31 | 5,100,802 |
| Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries..... | 5 | 196,958 | 17 | 2,124,194 |
| Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries | 1 | 70,800 | 2 | 113,276 |
| Industries du commerce de gros Wholesale trade industries..... | 9 | 539,735 | 12 | 624,027 |
| Industries du commerce de détail Retail trade industries | 12 | 1,565,357 | 42 | 5,840,957 |
| Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries | 1 | 48,041 | 2 | 3,912,713 |
| Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ... | 6 | 881,155 | 13 | 2,434,634 |
| Industries des services aux entreprises Business service industries..... | 2 | 145,303 | 13 | 891,460 |
| Industries des services gouvernementaux Government service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services d'enseignement Educational service industries | 1 | 166,603 | 1 | 166,603 |
| Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries..... | 1 | 373,937 | 5 | 5,482,605 |
| Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries | 8 | 1,183,976 | 19 | 5,674,058 |
| Autres industries de services Other service industries | 8 | 432,777 | 20 | 999,670 |
| Total | 89 | 8,013,531 | 247 | 40,149,058 |

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

| | Mois Courant | | Cumul pour l'année | |
|--|------------------|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|
| | Current Month | | Yearly to Date | |
| | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ |
| ILE DU PRINCE-ÉDOUARD/PRINCE EDWARD ISLAND | | | | |
| Industries agricoles et de services connexes | | | | |
| Agriculture & related service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries de la pêche et du piégeage | | | | |
| Fishing & Trapping industries | 0 | 0 | 2 | 58,909 |
| Industries de l'exploitation forestière et services forestiers | | | | |
| Logging & Forestry industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des mines, carrières et puits de pétrole | | | | |
| Mining, quarrying & oil well industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries manufacturières | | | | |
| Manufacturing industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries de la construction | | | | |
| Construction industries | 0 | 0 | 1 | 15,287 |
| Industries du transport et de l'entreposage | | | | |
| Transportation & storage industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des communications et des services publics | | | | |
| Communication & other utility industries | 1 | 171,568 | 1 | 171,568 |
| Industries du commerce de gros | | | | |
| Wholesale trade industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries du commerce de détail | | | | |
| Retail trade industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des intermédiaires financiers et des assurances | | | | |
| Finance & Insurance industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries services immobiliers et agences d'assurances | | | | |
| Real estate operations & insurance agencies industries ... | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services aux entreprises | | | | |
| Business service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services gouvernementaux | | | | |
| Government service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services d'enseignement | | | | |
| Educational service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services de soins santé et services sociaux | | | | |
| Health & social service industries | 2 | 86,890 | 2 | 86,890 |
| Industries de l'hébergement et de la restauration | | | | |
| Accommodation food & beverage service industries | 1 | 5,070,976 | 2 | 5,124,572 |
| Autres industries de services | | | | |
| Other service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 4 | 5,329,434 | 8 | 5,457,226 |

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

| | Mois Courant Current Month | | Cumul pour l'année Yearly to Date | |
|--|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ |
| NOUVEAU-BRUNSWICK/NEW BRUNSWICK | | | | |
| Industries agricoles et de services connexes | | | | |
| Agriculture & related service industries | 1 | 122,178 | 1 | 122,178 |
| Industries de la pêche et du piègeage | | | | |
| Fishing & Trapping industries | 2 | 45,075 | 2 | 45,075 |
| Industries de l'exploitation forestière et services forestiers | | | | |
| Logging & Forestry industries | 2 | 190,514 | 2 | 190,514 |
| Industries des mines, carrières et puits de pétrole | | | | |
| Mining, quarrying & oil well industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries manufacturières | | | | |
| Manufacturing industries | 1 | 253,135 | 3 | 255,137 |
| Industries de la construction | | | | |
| Construction industries..... | 8 | 653,859 | 13 | 1,552,276 |
| Industries du transport et de l'entreposage | | | | |
| Transportation & storage industries..... | 5 | 186,611 | 6 | 274,601 |
| Industries des communications et des services publics | | | | |
| Communication & other utility industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries du commerce de gros | | | | |
| Wholesale trade industries..... | 1 | 156,251 | 5 | 445,473 |
| Industries du commerce de détail | | | | |
| Retail trade industries | 4 | 1,091,140 | 16 | 4,830,086 |
| Industries des intermédiaires financiers et des assurances | | | | |
| Finance & Insurance industries | 0 | 0 | 2 | 34,710 |
| Industries services immobiliers et agences d'assurances | | | | |
| Real estate operations & insurance agencies industries ... | 0 | 0 | 3 | 690,924 |
| Industries des services aux entreprises | | | | |
| Business service industries..... | 1 | 34,496 | 1 | 34,496 |
| Industries des services gouvernementaux | | | | |
| Government service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services d'enseignement | | | | |
| Educational service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services de soins santé et services sociaux | | | | |
| Health & social service industries..... | 0 | 0 | 1 | 170,230 |
| Industries de l'hébergement et de la restauration | | | | |
| Accommodation food & beverage service industries | 1 | 423,876 | 10 | 1,516,224 |
| Autres industries de services | | | | |
| Other service industries | 2 | 668,932 | 11 | 1,885,663 |
| Total | 28 | 3,826,067 | 76 | 12,047,587 |

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

| | Mois Courant Current Month | | Cumul pour l'année Yearly to Date | |
|---|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ |
| QUÉBEC | | | | |
| Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries | 5 | 915,948 | 12 | 1,512,481 |
| Industries de la pêche et du piègeage Fishing & Trapping industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries | 10 | 615,265 | 24 | 1,411,911 |
| Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries manufacturières Manufacturing industries | 62 | 24,657,451 | 166 | 50,783,378 |
| Industries de la construction Construction industries | 53 | 14,847,368 | 131 | 33,499,059 |
| Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries | 15 | 1,087,398 | 52 | 4,350,563 |
| Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries | 3 | 252,708 | 4 | 282,798 |
| Industries du commerce de gros Wholesale trade industries | 40 | 20,202,869 | 128 | 74,665,996 |
| Industries du commerce de détail Retail trade industries | 110 | 27,899,082 | 310 | 60,472,395 |
| Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries | 3 | 788,514 | 10 | 80,795,741 |
| Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ... | 11 | 7,465,530 | 31 | 31,949,798 |
| Industries des services aux entreprises Business service industries | 24 | 4,080,988 | 73 | 19,398,053 |
| Industries des services gouvernementaux Government service industries | 0 | 0 | 1 | 23,844 |
| Industries des services d'enseignement Educational service industries | 2 | 50,798 | 3 | 108,924 |
| Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries | 6 | 765,559 | 35 | 9,375,472 |
| Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries | 80 | 9,660,722 | 231 | 45,454,615 |
| Autres industries de services Other service industries | 47 | 11,459,227 | 141 | 39,035,723 |
| Total | 471 | 124,749,427 | 1,352 | 453,120,751 |

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

| | Mois Courant Current Month | | Cumul pour l'année Yearly to Date | |
|---|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ |
| ONTARIO | | | | |
| Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries | 5 | 543,989 | 11 | 1,865,629 |
| Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries | 2 | 34,535 | 2 | 34,535 |
| Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries | 1 | 32,545 | 5 | 337,881 |
| Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries | 0 | 0 | 2 | 121,825 |
| Industries manufacturières Manufacturing industries | 33 | 8,487,717 | 80 | 29,485,529 |
| Industries de la construction Construction industries..... | 69 | 35,592,972 | 188 | 87,437,272 *** |
| Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries..... | 25 | 3,077,400 | 60 | 12,407,453 |
| Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries | 5 | 3,509,513 | 7 | 3,601,149 |
| Industries du commerce de gros Wholesale trade industries..... | 30 | 17,710,193 | 81 | 29,973,726 |
| Industries du commerce de détail Retail trade industries | 80 | 151,866,191 | 243 | 185,588,337 |
| Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries | 7 | 11,103,488 | 18 | 20,114,109 |
| Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ... | 16 | 22,641,042 | 31 | 35,453,557 |
| Industries des services aux entreprises Business service industries..... | 30 | 5,579,159 | 66 | 11,783,871 |
| Industries des services gouvernementaux Government service industries | 0 | 0 | 1 | 47,850 |
| Industries des services d'enseignement Educational service industries | 0 | 0 | 2 | 169,971 |
| Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries..... | 2 | 5,124,323 | 10 | 9,555,182 |
| Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries | 53 | 14,734,470 | 130 | 27,903,089 |
| Autres industries de services Other service industries | 29 | 4,033,747 | 93 | 51,779,114 |
| Total | 387 | 284,071,284 | 1,030 | 507,660,079 *** |

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

*** En février 1992, le passif d'un dossier de l'Ontario a été chiffré à \$200,668,794 alors qu'il aurait dû être de \$2,006,687. Les corrections apportées se retrouvent au montant cumulatif.

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

*** In February 1992, the liabilities for one estate in Ontario were entered as \$200,668,794 when they should have been \$2,006,687. Corrections have been made and are reflected in the cumulative figures.

| | Mois Courant Current Month | | Cumul pour l'année Yearly to Date | |
|---|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ |
| MANITOBA | | | | |
| Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries | 2 | 253,924 | 3 | 262,959 |
| Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries | 1 | 39,900 | 1 | 39,900 |
| Industries manufacturières Manufacturing industries | 1 | 190,181 | 6 | 1,406,662 |
| Industries de la construction Construction industries..... | 8 | 625,296 | 13 | 2,362,641 |
| Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries..... | 1 | 185,172 | 6 | 808,650 |
| Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries du commerce de gros Wholesale trade industries..... | 5 | 425,238 | 9 | 2,170,618 |
| Industries du commerce de détail Retail trade industries | 4 | 353,981 | 26 | 70,301,134 |
| Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries | 0 | 0 | 1 | 145,835 |
| Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ... | 2 | 575,719 | 6 | 2,649,355 |
| Industries des services aux entreprises Business service industries..... | 1 | 27,371 | 6 | 884,865 |
| Industries des services gouvernementaux Government service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services d'enseignement Educational service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries..... | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries | 12 | 2,001,903 | 19 | 2,477,145 |
| Autres industries de services Other service industries | 2 | 269,584 | 8 | 853,512 |
| Total | 39 | 4,948,269 | 104 | 84,363,276 |

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

| | Mois Courant Current Month | | Cumul pour l'année Yearly to Date | |
|--|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ |
| SASKATCHEWAN | | | | |
| Industries agricoles et de services connexes | | | | |
| Agriculture & related service industries | 16 | 1,517,909 | 58 | 9,171,113 |
| Industries de la pêche et du piègeage | | | | |
| Fishing & Trapping industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries de l'exploitation forestière et services forestiers | | | | |
| Logging & Forestry industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des mines, carrières et puits de pétrole | | | | |
| Mining, quarrying & oil well industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries manufacturières | | | | |
| Manufacturing industries | 1 | 5,980,496 | 8 | 6,854,453 |
| Industries de la construction | | | | |
| Construction industries..... | 9 | 2,736,558 | 11 | 3,068,718 |
| Industries du transport et de l'entreposage | | | | |
| Transportation & storage industries..... | 3 | 967,636 | 4 | 1,104,336 |
| Industries des communications et des services publics | | | | |
| Communication & other utility industries | 1 | 29,800 | 1 | 29,800 |
| Industries du commerce de gros | | | | |
| Wholesale trade industries..... | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries du commerce de détail | | | | |
| Retail trade industries | 9 | 2,310,645 | 30 | 9,475,481 |
| Industries des intermédiaires financiers et des assurances | | | | |
| Finance & Insurance industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries services immobiliers et agences d'assurances | | | | |
| Real estate operations & insurance agencies industries ... | 1 | 378,973 | 3 | 841,792 |
| Industries des services aux entreprises | | | | |
| Business service industries..... | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services gouvernementaux | | | | |
| Government service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services d'enseignement | | | | |
| Educational service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services de soins santé et services sociaux | | | | |
| Health & social service industries..... | 0 | 0 | 2 | 2,070,197 |
| Industries de l'hébergement et de la restauration | | | | |
| Accommodation food & beverage service industries | 5 | 455,562 | 9 | 1,007,796 |
| Autres industries de services | | | | |
| Other service industries | 3 | 80,671 | 13 | 1,339,745 |
| Total | 48 | 14,458,250 | 139 | 34,963,431 |

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

| | Mois Courant Current Month | | Cumul pour l'année Yearly to Date | |
|---|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ |
| ALBERTA | | | | |
| Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries | 11 | 971,167 | 25 | 2,756,604 |
| Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries | 1 | 68,300 | 1 | 68,300 |
| Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries | 4 | 1,129,258 | 12 | 5,012,105 |
| Industries manufacturières Manufacturing industries | 8 | 2,631,171 | 21 | 6,453,253 |
| Industries de la construction Construction industries..... | 25 | 12,373,092 | 61 | 20,740,057 |
| Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries..... | 15 | 1,134,457 | 37 | 4,479,246 |
| Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries | 3 | 314,969 | 6 | 545,841 |
| Industries du commerce de gros Wholesale trade industries..... | 3 | 112,617 | 12 | 799,695 |
| Industries du commerce de détail Retail trade industries | 21 | 2,649,613 | 68 | 15,739,805 |
| Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries | 1 | 753,447 | 2 | 2,910,347 |
| Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ... | 5 | 268,148 | 9 | 862,468 |
| Industries des services aux entreprises Business service industries..... | 8 | 1,617,653 | 23 | 3,232,282 |
| Industries des services gouvernementaux Government service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services d'enseignement Educational service industries | 0 | 0 | 1 | 16,861 |
| Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries..... | 1 | 159,604 | 6 | 1,155,245 |
| Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries | 10 | 1,826,037 | 27 | 9,446,942 |
| Autres industries de services Other service industries | 9 | 8,256,154 | 21 | 9,227,996 |
| Total | 125 | 34,265,687 | 332 | 83,447,047 |

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

| | Mois Courant Current Month | | Cumul pour l'année Yearly to Date | |
|---|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ |
| COLOMBIE-BRITANNIQUE/BRITISH COLUMBIA | | | | |
| Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries | 1 | 28,011 | 2 | 153,611 |
| Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries | 0 | 0 | 1 | 119,000 |
| Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries | 5 | 301,661 | 19 | 2,322,799 |
| Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries | 1 | 265,340 | 1 | 265,340 |
| Industries manufacturières Manufacturing industries | 12 | 7,508,771 | 33 | 21,092,866 |
| Industries de la construction Construction industries..... | 13 | 7,949,416 | 49 | 12,203,412 |
| Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries..... | 8 | 916,202 | 24 | 1,759,098 |
| Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries | 2 | 26,243 | 4 | 278,139 |
| Industries du commerce de gros Wholesale trade industries..... | 11 | 15,104,511 | 23 | 16,176,943 |
| Industries du commerce de détail Retail trade industries | 20 | 1,175,955 | 62 | 7,172,481 |
| Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries | 0 | 0 | 5 | 1,498,333 |
| Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ... | 3 | 346,401 | 9 | 874,165 |
| Industries des services aux entreprises Business service industries..... | 4 | 406,629 | 26 | 14,769,142 |
| Industries des services gouvernementaux Government service industries | 0 | 0 | 2 | 148,737 |
| Industries des services d'enseignement Educational service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries..... | 0 | 0 | 2 | 606,375 |
| Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries | 2 | 229,966 | 29 | 2,977,740 |
| Autres industries de services Other service industries | 5 | 126,464 | 22 | 3,830,628 |
| Total | 87 | 34,385,570 | 313 | 86,248,809 |

* Tel que déclaré par les débiteurs
* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors
* As per SIC major groups (1980)

| | Mois Courant Current Month | | Cumul pour l'année Yearly to Date | |
|---|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ |
| TERRITOIRES DU NORD-OUEST/NORTHWEST TERRITORIES | | | | |
| Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries manufacturières Manufacturing industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries de la construction Construction industries..... | 0 | 0 | 1 | 95,361 |
| Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries..... | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries du commerce de gros Wholesale trade industries..... | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries du commerce de détail Retail trade industries | 0 | 0 | 1 | 224,524 |
| Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ... | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services aux entreprises Business service industries..... | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services gouvernementaux Government service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services d'enseignement Educational service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries..... | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres industries de services Other service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 2 | 319,885 |

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

| | Mois Courant Current Month | | Cumul pour l'année Yearly to Date | |
|---|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ |
| YUKON | | | | |
| Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries manufacturières Manufacturing industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries de la construction Construction industries..... | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries..... | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries du commerce de gros Wholesale trade industries..... | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries du commerce de détail Retail trade industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ... | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services aux entreprises Business service industries..... | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services gouvernementaux Government service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services d'enseignement Educational service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries..... | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres industries de services Other service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 |

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

| | Mois Courant Current Month | | Cumul pour l'année Yearly to Date | |
|---|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ |
| CANADA | | | | |
| Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries | 41 | 4,353,126 | 115 | 18,994,994 |
| Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries | 18 | 409,340 | 65 | 2,185,250 |
| Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries | 22 | 1,404,040 | 58 | 4,730,142 |
| Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries | 6 | 1,434,498 | 16 | 5,439,170 |
| Industries manufacturières Manufacturing industries | 119 | 49,762,426 | 328 | 117,962,205 |
| Industries de la construction Construction industries..... | 206 | 77,332,012 | 506 | 167,082,462 *** |
| Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries..... | 80 | 7,885,998 | 212 | 27,665,076 |
| Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries | 16 | 4,375,601 | 25 | 5,022,571 |
| Industries du commerce de gros Wholesale trade industries..... | 99 | 54,251,414 | 271 | 125,079,879 |
| Industries du commerce de détail Retail trade industries | 264 | 189,090,422 | 809 | 359,979,565 |
| Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries | 13 | 12,819,993 | 41 | 109,538,291 |
| Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ... | 44 | 32,556,968 | 107 | 75,798,853 |
| Industries des services aux entreprises Business service industries..... | 71 | 11,913,631 | 209 | 51,016,201 |
| Industries des services gouvernementaux Government service industries | 0 | 0 | 4 | 220,431 |
| Industries des services d'enseignement Educational service industries | 3 | 217,401 | 7 | 462,359 |
| Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries..... | 12 | 6,510,313 | 66 | 28,593,182 |
| Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries | 172 | 35,587,488 | 477 | 101,627,638 |
| Autres industries de services Other service industries | 105 | 25,327,556 | 331 | 109,023,562 |
| Total | 1,291 | 515,232,227 | 3,647 | 1,310,421,831 *** |

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

*** En février 1992, le passif d'un dossier de l'Ontario a été chiffré à \$200,668,794 alors qu'il aurait dû être de \$2,006,687. Les corrections apportées se retrouvent au montant cumulatif.

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

*** In February 1992, the liabilities for one estate in Ontario were entered as \$200,668,794 when they should have been \$2,006,687. Corrections have been made and are reflected in the cumulative figures.

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN MARS 1992
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN MARCH 1992
BY MAJOR URBAN CENTERS**

| | Consommateur Consumer | Affaire Business | Propositions Proposals | Total Total | Actif Assets | Passif Liabilities |
|---------------------------|--------------------------|---------------------|---------------------------|----------------|-----------------|-----------------------|
| T.-N./NFLD. | | | | | | |
| ST-JOHN'S | 25 | 5 | 0 | 30 | 350,487 | 1,259,080 |
| AUTRES/OTHERS | 46 | 8 | 0 | 54 | 628,280 | 1,157,044 |
| TOTAL | 71 | 13 | 0 | 84 | 978,767 | 2,416,124 |
| N.-É./N.S. | | | | | | |
| HALIFAX | 61 | 29 | 1 | 91 | 2,343,493 | 5,005,595 |
| SYDNEY | 23 | 11 | 1 | 35 | 347,091 | 947,628 |
| SYDNEY MINES | 5 | 1 | 0 | 6 | 79,378 | 244,400 |
| AUTRES/OTHERS | 104 | 48 | 0 | 152 | 3,904,445 | 6,629,555 |
| TOTAL | 193 | 89 | 2 | 284 | 6,674,407 | 12,827,178 |
| I.P.-É./P.E.I. | | | | | | |
| CHARLOTTETOWN | 1 | 2 | 0 | 3 | 88,775 | 118,648 |
| AUTRES/OTHERS | 0 | 2 | 0 | 2 | 3,046,521 | 5,242,544 |
| TOTAL | 1 | 4 | 0 | 5 | 3,135,296 | 5,361,192 |
| N.-B./N.B. | | | | | | |
| FREDERICTON | 1 | 1 | 0 | 2 | 3,300 | 64,567 |
| MONCTON | 10 | 8 | 0 | 18 | 354,475 | 974,672 |
| SAINT-JOHN | 1 | 2 | 0 | 3 | 199,250 | 703,048 |
| AUTRES/OTHERS | 20 | 17 | 1 | 38 | 3,016,574 | 6,018,088 |
| TOTAL | 32 | 28 | 1 | 61 | 3,573,599 | 7,760,375 |
| QUÉBEC | | | | | | |
| BAIE-COMEAU | 2 | 0 | 0 | 2 | 4,050 | 27,729 |
| CHICOUTIMI-JONQUIÈRE | 22 | 10 | 1 | 33 | 6,789,264 | 8,480,082 |
| DRUMMONDVILLE | 14 | 6 | 0 | 20 | 2,773,350 | 3,466,684 |
| GRANBY | 12 | 7 | 0 | 19 | 2,279,800 | 3,054,187 |
| HULL/GATINEAU/AYLMER | 94 | 17 | 5 | 116 | 4,029,646 | 6,385,290 |
| MONTRÉAL | 703 | 150 | 8 | 861 | 41,826,932 | 96,399,519 |
| QUÉBEC | 102 | 48 | 4 | 154 | 5,224,017 | 10,658,609 |
| RIMOUSKI | 8 | 2 | 0 | 10 | 524,704 | 247,699 |
| ROUYN | 6 | 2 | 0 | 8 | 25,650 | 207,720 |
| SALLABERRY DE VALLEYFIELD | 6 | 3 | 0 | 9 | 326,201 | 630,252 |
| SHAWINIGAN | 11 | 2 | 0 | 13 | 222,950 | 634,932 |
| SHERBROOKE | 15 | 5 | 0 | 20 | 335,033 | 1,057,189 |
| SOREL | 7 | 1 | 0 | 8 | 300,902 | 523,377 |
| ST-HYACINTHE | 7 | 1 | 0 | 8 | 19,800 | 116,673 |
| ST-JEAN-SUR-RICHELIEU | 13 | 4 | 0 | 17 | 203,875 | 532,391 |
| ST-JERÔME | 13 | 5 | 0 | 18 | 191,126 | 757,250 |
| THETFORD MINES | 2 | 2 | 0 | 4 | 145,700 | 194,026 |
| TROIS-RIVIÈRES | 20 | 16 | 0 | 36 | 409,152 | 1,477,863 |
| VICTORIAVILLE | 9 | 6 | 0 | 15 | 686,850 | 1,396,321 |
| AUTRES/OTHERS | 410 | 184 | 4 | 598 | 37,169,501 | 84,631,676 |
| TOTAL | 1,476 | 471 | 22 | 1,969 | 103,488,503 | 220,879,469 |

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN MARS 1992
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN MARCH 1992
BY MAJOR URBAN CENTERS**

| | Consommateur Consumer | Affaire Business | Propositions Proposals | Total Total | Actif Assets | Passif Liabilities |
|-----------------------|--------------------------|---------------------|---------------------------|----------------|-----------------|-----------------------|
| ONTARIO | | | | | | |
| BARRIE | 32 | 3 | 0 | 35 | 1,790,991 | 19,566,946 |
| BELLEVILLE | 9 | 2 | 2 | 13 | 629,965 | 997,056 |
| BRANTFORD | 22 | 4 | 0 | 26 | 1,113,102 | 1,645,993 |
| BROCKVILLE | 5 | 0 | 0 | 5 | 4,470 | 80,171 |
| CHATHAM | 13 | 2 | 0 | 15 | 306,632 | 1,169,405 |
| CORNWALL | 18 | 3 | 0 | 21 | 425,941 | 659,974 |
| GUELPH | 11 | 2 | 0 | 13 | 338,068 | 856,012 |
| HAMILTON | 131 | 18 | 0 | 149 | 6,999,421 | 19,645,846 |
| KINGSTON | 35 | 6 | 3 | 44 | 940,420 | 2,276,474 |
| KITCHENER | 74 | 18 | 0 | 92 | 3,351,797 | 7,331,364 |
| LONDON | 87 | 27 | 10 | 124 | 3,177,654 | 5,545,651 |
| MIDLAND | 4 | 0 | 0 | 4 | 10,000 | 110,877 |
| NORTH BAY | 35 | 0 | 0 | 35 | 484,750 | 1,000,736 |
| ORILLIA | 12 | 2 | 0 | 14 | 184,703 | 2,419,743 |
| OSHAWA | 56 | 5 | 2 | 63 | 3,126,384 | 4,046,590 |
| OTTAWA | 133 | 33 | 1 | 167 | 2,980,369 | 19,333,194 |
| OWEN SOUND | 4 | 0 | 0 | 4 | 145,350 | 254,476 |
| PETERBOROUGH | 18 | 4 | 0 | 22 | 180,398 | 844,106 |
| SARNIA | 19 | 3 | 2 | 24 | 671,803 | 1,000,661 |
| SAULT-STE-MARIE | 20 | 0 | 0 | 20 | 385,203 | 496,719 |
| ST-CATHARINES/NIAGARA | 68 | 9 | 0 | 77 | 2,929,755 | 6,082,103 |
| STRATFORD | 2 | 0 | 0 | 2 | 2,425 | 22,537 |
| SUDBURY | 37 | 2 | 0 | 39 | 257,649 | 901,096 |
| THUNDER BAY | 19 | 5 | 2 | 26 | 469,733 | 2,798,679 |
| TORONTO | 1,037 | 129 | 28 | 1,194 | 77,866,981 | 296,552,929 |
| TRENTON | 3 | 0 | 6 | 9 | 28,301 | 187,001 |
| WINDSOR | 56 | 7 | 0 | 63 | 1,195,993 | 3,152,804 |
| AUTRES/OTHERS | 588 | 103 | 15 | 706 | 35,410,331 | 61,699,656 |
| TOTAL | 2,548 | 387 | 71 | 3,006 | 145,408,589 | 460,678,799 |
| MANITOBA | | | | | | |
| WINNIPEG | 175 | 20 | 2 | 197 | 6,997,813 | 11,610,125 |
| AUTRES/OTHERS | 51 | 19 | 2 | 72 | 2,025,032 | 3,035,313 |
| TOTAL | 226 | 39 | 4 | 269 | 9,022,845 | 14,645,438 |
| SASKATCHEWAN | | | | | | |
| MOOSE JAW | 10 | 2 | 0 | 12 | 292,227 | 607,067 |
| PRINCE ALBERT | 12 | 2 | 0 | 14 | 164,794 | 433,147 |
| REGINA | 65 | 5 | 0 | 70 | 2,353,452 | 4,001,874 |
| SASKATOON | 53 | 10 | 0 | 63 | 2,016,857 | 5,952,722 |
| AUTRES/OTHERS | 42 | 29 | 0 | 71 | 4,697,047 | 11,579,604 |
| TOTAL | 182 | 48 | 0 | 230 | 9,524,377 | 22,574,414 |

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN MARS 1992
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN MARCH 1992
BY MAJOR URBAN CENTERS**

| | Consommateur Consumer | Affaire Business | Propositions Proposals | Total Total | Actif Assets | Passif Liabilities |
|-----------------------|--------------------------|---------------------|---------------------------|----------------|-----------------|-----------------------|
| ALBERTA | | | | | | |
| CALGARY | 224 | 33 | 0 | 257 | 12,497,573 | 30,096,060 |
| EDMONTON | 156 | 42 | 0 | 198 | 7,287,463 | 10,339,964 |
| MEDICINE HAT | 20 | 2 | 0 | 22 | 767,931 | 699,641 |
| AUTRES/OTHERS | 177 | 48 | 0 | 225 | 8,754,439 | 11,022,086 |
| TOTAL | 577 | 125 | 0 | 702 | 29,307,406 | 52,157,751 |
| C.-B./B.C. | | | | | | |
| CHILLIWACK | 4 | 0 | 0 | 4 | 10,490 | 86,957 |
| COURTENAY | 2 | 1 | 0 | 3 | 14,415 | 150,260 |
| KAMLOOPS | 10 | 1 | 0 | 11 | 270,901 | 471,694 |
| KELOWNA | 10 | 2 | 0 | 12 | 34,973 | 297,999 |
| NANAIMO | 11 | 6 | 0 | 17 | 143,885 | 593,718 |
| PRINCE-GEORGE | 19 | 4 | 0 | 23 | 476,962 | 13,936,894 |
| TERRACE | 1 | 1 | 0 | 2 | 19,500 | 98,339 |
| VANCOUVER | 235 | 33 | 17 | 285 | 8,311,628 | 26,075,341 |
| VERNON | 3 | 3 | 0 | 6 | 56,541 | 285,605 |
| VICTORIA | 50 | 2 | 0 | 52 | 395,377 | 1,602,701 |
| AUTRES/OTHERS | 114 | 34 | 1 | 149 | 4,816,139 | 11,543,402 |
| TOTAL | 459 | 87 | 18 | 564 | 14,550,811 | 55,142,910 |
| T.N.-O./N.W.T. | | | | | | |
| TOTAL | 1 | 0 | 0 | 1 | 2,002 | 20,063 |
| YUKON | | | | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CANADA | | | | | | |
| TOTAL | 5,766 | 1,291 | 118 | 7,175 | 325,666,602 | 854,463,713 |

**FAILLITES ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES AU COURS
DES TROIS PREMIERS MOIS DE 1992
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES AND PROPOSALS
REPORTED FOR THE FIRST
THREE MONTHS OF 1992
BY MAJOR URBAN CENTERS**

| | Consommateur Consumer | Affaire Business | Propositions Proposals | Total Total | Actif Assets | Passif Liabilities |
|---------------------------|--------------------------|---------------------|---------------------------|----------------|-----------------|-----------------------|
| T.-N./NFLD. | | | | | | |
| ST-JOHN'S | 60 | 11 | 0 | 71 | 1,009,642 | 2,774,566 |
| AUTRES/OTHERS | 108 | 33 | 0 | 141 | 1,585,498 | 3,172,768 |
| TOTAL | 168 | 44 | 0 | 212 | 2,595,140 | 5,947,334 |
| N.-É./N.S. | | | | | | |
| HALIFAX | 165 | 90 | 3 | 258 | 27,107,552 | 37,226,628 |
| SYDNEY | 61 | 17 | 1 | 79 | 805,097 | 1,858,561 |
| SYDNEY MINES | 8 | 2 | 0 | 10 | 314,578 | 584,356 |
| AUTRES/OTHERS | 272 | 138 | 0 | 410 | 11,681,362 | 21,840,959 |
| TOTAL | 506 | 247 | 4 | 757 | 39,908,589 | 61,510,504 |
| I.P.-É./P.E.I. | | | | | | |
| CHARLOTTETOWN | 1 | 4 | 0 | 5 | 104,925 | 187,531 |
| AUTRES/OTHERS | 5 | 4 | 0 | 9 | 3,283,158 | 5,509,191 |
| TOTAL | 6 | 8 | 0 | 14 | 3,388,083 | 5,696,722 |
| N.-B./N.B. | | | | | | |
| FREDERICTON | 11 | 3 | 0 | 14 | 129,900 | 309,514 |
| MONCTON | 29 | 21 | 0 | 50 | 1,772,096 | 3,392,783 |
| SAINT-JOHN | 18 | 7 | 0 | 25 | 1,019,119 | 2,450,930 |
| AUTRES/OTHERS | 65 | 45 | 1 | 111 | 7,660,310 | 12,659,978 |
| TOTAL | 123 | 76 | 1 | 200 | 10,581,425 | 18,813,205 |
| QUÉBEC | | | | | | |
| BAIE-COMEAU | 6 | 0 | 0 | 6 | 35,031 | 110,940 |
| CHICOUTIMI-JONQUIÈRE | 66 | 31 | 3 | 100 | 11,069,723 | 14,985,833 |
| DRUMMONDVILLE | 40 | 13 | 0 | 53 | 3,158,168 | 4,493,402 |
| GRANBY | 55 | 18 | 0 | 73 | 3,086,387 | 5,337,812 |
| HULL/GATINEAU/AYLMER | 282 | 44 | 11 | 337 | 8,622,473 | 14,197,727 |
| MONTRÉAL | 2,081 | 498 | 21 | 2,600 | 189,619,909 | 360,167,849 |
| QUÉBEC | 368 | 113 | 11 | 492 | 24,581,468 | 38,503,631 |
| RIMOUSKI | 30 | 5 | 1 | 36 | 1,272,925 | 1,232,968 |
| ROUYN | 19 | 6 | 0 | 25 | 1,188,944 | 2,094,992 |
| SALLABERRY DE VALLEYFIELD | 26 | 7 | 0 | 33 | 956,342 | 1,761,287 |
| SHAWINIGAN | 24 | 5 | 0 | 29 | 492,018 | 1,291,192 |
| SHERBROOKE | 49 | 25 | 0 | 74 | 1,667,663 | 4,648,137 |
| SOREL | 18 | 4 | 0 | 22 | 592,778 | 984,264 |
| ST-HYACINTHE | 16 | 6 | 0 | 22 | 82,852 | 386,897 |
| ST-JEAN-SUR-RICHELIEU | 47 | 10 | 0 | 57 | 440,401 | 2,786,587 |
| ST-JÉRÔME | 37 | 17 | 0 | 54 | 1,415,324 | 4,788,691 |
| THETFORD MINES | 10 | 5 | 0 | 15 | 213,225 | 395,366 |
| TROIS-RIVIÈRES | 59 | 31 | 1 | 91 | 1,814,834 | 4,888,135 |
| VICTORIAVILLE | 26 | 19 | 0 | 45 | 1,240,458 | 3,213,480 |
| AUTRES/OTHERS | 1,267 | 495 | 17 | 1,779 | 89,165,513 | 272,136,768 |
| TOTAL | 4,526 | 1,352 | 65 | 5,943 | 340,716,436 | 738,405,958 |

**FAILLITES ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES AU COURS
DES TROIS PREMIERS MOIS DE 1992
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES AND PROPOSALS
REPORTED FOR THE FIRST
MONTHS OF 1992
BY MAJOR URBAN CENTERS**

| | Consommateur Consumer | Affaire Business | Propositions Proposals | Total Total | Actif Assets | Passif Liabilities |
|-----------------------|--------------------------|---------------------|---------------------------|----------------|--------------------|-----------------------|
| ONTARIO | | | | | | |
| BARRIE | 107 | 14 | 0 | 121 | 4,909,648 | 26,834,736 |
| BELLEVILLE | 22 | 4 | 5 | 31 | 910,423 | 2,351,326 |
| BRANTFORD | 59 | 21 | 0 | 80 | 2,916,802 | 5,173,662 |
| BROCKVILLE | 11 | 2 | 0 | 13 | 8,165 | 170,021 |
| CHATHAM | 37 | 3 | 0 | 40 | 721,033 | 1,921,132 |
| CORNWALL | 52 | 4 | 0 | 56 | 1,540,246 | 1,946,855 |
| GUELPH | 40 | 3 | 1 | 44 | 1,577,518 | 2,851,490 |
| HAMILTON | 403 | 50 | 2 | 455 | 18,346,814 | 39,886,851 |
| KINGSTON | 91 | 14 | 17 | 122 | 2,289,199 | 5,194,444 |
| KITCHENER | 204 | 46 | 2 | 252 | 7,966,287 | 19,677,183 |
| LONDON | 223 | 48 | 18 | 289 | 6,258,228 | 11,551,223 |
| MIDLAND | 17 | 1 | 0 | 18 | 619,122 | 1,140,233 |
| NORTH BAY | 99 | 4 | 0 | 103 | 1,547,619 | 3,754,477 |
| ORILLIA | 24 | 4 | 0 | 28 | 1,174,003 | 3,555,917 |
| OSHAWA | 224 | 28 | 6 | 258 | 19,877,489 | 32,790,474 |
| OTTAWA | 427 | 81 | 15 | 523 | 11,703,058 | 42,855,048 |
| OWEN SOUND | 8 | 2 | 0 | 10 | 481,001 | 710,536 |
| PETERBOROUGH | 55 | 9 | 0 | 64 | 2,517,799 | 3,974,157 |
| SARNIA | 60 | 6 | 2 | 68 | 2,950,827 | 4,591,190 |
| SAULT-STE-MARIE | 66 | 2 | 0 | 68 | 1,152,504 | 2,891,024 |
| ST-CATHARINES/NIAGARA | 193 | 22 | 0 | 215 | 7,795,085 | 13,959,333 |
| STRATFORD | 11 | 1 | 0 | 12 | 612,229 | 1,105,247 |
| SUDBURY | 104 | 2 | 1 | 107 | 2,285,701 | 4,052,497 |
| THUNDER BAY | 37 | 7 | 5 | 49 | 744,072 | 5,143,338 |
| TORONTO | 2,877 | 350 | 98 | 3,325 | 189,593,272 | 595,666,059 |
| TRENTON | 23 | 4 | 6 | 33 | 370,402 | 860,714 |
| WINDSOR | 128 | 17 | 7 | 152 | 5,698,089 | 10,268,935 |
| AUTRES/OTHERS | 1,706 | 281 | 36 | 2,023 | 113,036,322 | 194,088,867 |
| TOTAL | 7,308 | 1,030 | 221 | 8,559 | 409,602,957 | 1,038,966,969 |
| MANITOBA | | | | | | |
| WINNIPEG | 471 | 61 | 2 | 534 | 58,951,469 | 101,268,098 |
| AUTRES/OTHERS | 156 | 43 | 2 | 201 | 4,969,453 | 7,122,637 |
| TOTAL | 627 | 104 | 4 | 735 | 63,920,922 | 108,390,735 |
| SASKATCHEWAN | | | | | | |
| MOOSE JAW | 29 | 9 | 0 | 38 | 1,162,657 | 1,836,745 |
| PRINCE ALBERT | 22 | 3 | 0 | 25 | 378,759 | 766,587 |
| REGINA | 143 | 18 | 0 | 161 | 6,524,336 | 10,793,119 |
| SASKATOON | 135 | 29 | 0 | 164 | 9,419,402 | 17,400,286 |
| AUTRES/OTHERS | 134 | 80 | 0 | 214 | 12,682,959 | 24,283,581 |
| TOTAL | 463 | 139 | 0 | 602 | 30,168,113 | 55,080,318 |

**FAILLITES ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES AU COURS
DES TROIS PREMIERS MOIS DE 1992
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES AND PROPOSALS
REPORTED FOR THE FIRST
THREE MONTHS OF 1992
BY MAJOR URBAN CENTERS**

| | Consommateur Consumer | Affaire Business | Propositions Proposals | Total Total | Actif Assets | Passif Liabilities |
|-----------------------|--------------------------|---------------------|---------------------------|----------------|-----------------|-----------------------|
| ALBERTA | | | | | | |
| CALGARY | 685 | 92 | 1 | 778 | 33,462,739 | 64,471,759 |
| EDMONTON | 401 | 97 | 1 | 499 | 17,896,631 | 30,944,405 |
| MEDICINE HAT | 48 | 7 | 0 | 55 | 1,648,456 | 1,730,329 |
| AUTRES/OTHERS | 500 | 136 | 1 | 637 | 27,323,361 | 43,830,154 |
| TOTAL | 1,634 | 332 | 3 | 1,969 | 80,331,187 | 140,976,647 |
| C.-B./B.C. | | | | | | |
| CHILLIWACK | 15 | 1 | 0 | 16 | 562,289 | 760,771 |
| COURTENAY | 18 | 9 | 0 | 27 | 474,755 | 1,761,014 |
| KAMLOOPS | 31 | 3 | 0 | 34 | 972,756 | 1,993,802 |
| KELOWNA | 33 | 14 | 0 | 47 | 467,370 | 2,728,786 |
| NANAIMO | 26 | 11 | 0 | 37 | 416,289 | 1,975,346 |
| PRINCE-GEORGE | 40 | 7 | 0 | 47 | 764,778 | 14,566,701 |
| TERRACE | 8 | 1 | 0 | 9 | 87,525 | 330,389 |
| VANCOUVER | 708 | 140 | 21 | 869 | 17,396,873 | 82,892,900 |
| VERNON | 6 | 5 | 0 | 11 | 135,841 | 444,333 |
| VICTORIA | 151 | 14 | 0 | 165 | 1,571,512 | 5,031,417 |
| AUTRES/OTHERS | 308 | 108 | 2 | 418 | 9,172,814 | 23,746,045 |
| TOTAL | 1,344 | 313 | 23 | 1,680 | 32,022,802 | 136,231,504 |
| T.N.-O./N.W.T. | | | | | | |
| TOTAL | 5 | 2 | 0 | 7 | 225,418 | 466,744 |
| YUKON | | | | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CANADA | | | | | | |
| TOTAL | 16,710 | 3,647 | 321 | 20,678 | 1,013,461,072 | 2,310,486,640 |

PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES (Partie X, Loi sur la faillite)
ORDERLY PAYMENT OF DEBTS (Part X, Bankruptcy Act)

| Rapport du mois de mars 1992 | Provinces participantes | | | | | | |
|--|-------------------------|------------|--------------|-----------|-----------------|-----------------------|------------|
| Report for the month of March 1992 | Participating Provinces | | | | | | |
| | Colombie-Britannique | Alberta | Saskatchewan | Manitoba | Nouvelle-Écosse | Île du Prince-Édouard | Total |
| | British Columbia | Alberta | Saskatchewan | Manitoba | Nova Scotia | Prince Edward Island | |
| Nombre total des ordonnances de fusion émises par la cour durant le mois | N/A | 23 | 16 | 17 | 62 | 8 | 126 |
| Total number of Consolidation Orders made by the Court during the month | | | | | | | |
| Montant versé à la cour durant le mois relativement à toutes les ordonnances de fusion | N/A | 136,017.55 | 66,825.10 | 78,268.40 | 374,288.00 | 24,089.17 | 679,488.22 |
| Total amount paid into court on all consolidation orders during the month | | | | | | | |
| Montant distribué durant le mois aux créanciers inscrits sous les ordonnances de fusion | N/A | 0 | 0 | 62,666.77 | 283,136.00 | 61,837.11 | 407,639.88 |
| Total amount distributed to registered creditors under all consolidation orders during the month | | | | | | | |
| Nombre total de cas complétés ou annulés durant le mois | N/A | 13 | 7 | 5 | 27 | 1 | 53 |
| Total number of terminations and defaults during the month | | | | | | | |

STATISTIQUES

FAILLITES

STATISTICS

BANKRUPTCIES

ANALYSE COMPARATIVE DES FAILLITES DÉPOSÉES AU COURS DES MOIS D'AVRIL 1992 & 1991
COMPARATIVE ANALYSIS OF TOTAL BANKRUPTCIES FILED IN THE MONTHS OF APRIL 1992 & 1991

GENRE DE FAILLITES ET DONNÉES CUMULATIVES BANKRUPTCIES BY TYPE AND CUMULATIVE FIGURES

| | Mois Courant — Current Month | | | Cumul pour l'année — Yearly to date | | | | |
|----------------|------------------------------------|---------------------|----------------|---|--------------------------|---------------------|----------------|-----------------------------------|
| | Consommateur Consumer | Affaire Business | Total Total | Année précédente Previous Year | Consommateur Consumer | Affaire Business | Total Total | Année précédente Previous Year |
| T.-N./Nfld. | 61 | 19 | 80 | (71) | 229 | 63 | 292 | (283) |
| N.-É./N.S. | 173 | 61 | 234 | (255) | 679 | 309 | 988 | (897) |
| I.P.-É./P.E.I. | 11 | 4 | 15 | (19) | 17 | 12 | 29 | (33) |
| N.-B./N.B. | 42 | 37 | 79 | (56) | 165 | 116 | 281 | (266) |
| Québec | 1,355 | 450 | 1,805 | (2,097) | 5,889 | 1,825 | 7,714 | (8,160) |
| Ontario | 2,401 | 324 | 2,725 | (2,618) | 9,715 | 1,368 | 11,083 | (9,686) |
| Manitoba | 200 | 34 | 234 | (253) | 827 | 141 | 968 | (992) |
| Saskatchewan | 151 | 42 | 193 | (192) | 614 | 181 | 795 | (806) |
| Alberta | 483 | 92 | 575 | (601) | 2,118 | 427 | 2,545 | (2,277) |
| C.-B./B.C. | 424 | 89 | 513 | (506) | 1,769 | 402 | 2,171 | (1,922) |
| T.N.-O./N.W.T. | 1 | 1 | 2 | (0) | 6 | 3 | 9 | (1) |
| Yukon | 0 | 0 | 0 | (3) | 0 | 0 | 0 | (3) |
| Canada | 5,302 | 1,153 | 6,455 | (6,671) | 22,028 | 4,847 | 26,875 | (25,326) |

PROPOSITIONS

Avril 1992

PROPOSALS

April 1992

| | Mois courant — Current month | Cumul pour l'année — Yearly to date |
|----------------|------------------------------------|---|
| | T.-N./Nfld. | 0 |
| N.-É./N.S. | 2 | 6 |
| I.P.-É./P.E.I. | 0 | 0 |
| N.-B./N.B. | 1 | 2 |
| Québec | 23 | 76 |
| Ontario | 63 | 273 |
| Manitoba | 1 | 3 |
| Saskatchewan | 0 | 0 |
| Alberta | 0 | 1 |
| C.-B./B.C. | 15 | 38 |
| T.N.-O./N.W.T. | 0 | 0 |
| Yukon | 0 | 0 |
| Canada | 105 | 399 |

FAILLITES COMMERCIALES SIGNALÉES AU COURS DU MOIS D'AVRIL 1992, PAR PROVINCE, PAR GENRE
D'INDUSTRIE AVEC PASSIFS ET DONNÉES CUMULATIVES

BUSINESS BANKRUPTCIES REPORTED IN THE MONTH OF APRIL 1992, BY PROVINCE, BY TYPE OF
INDUSTRY WITH LIABILITIES AND CUMULATIVE FIGURES

| | Mois Courant Current month | | Cumul pour l'année Yearly to date | |
|---|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ |
| TERRE-NEUVE/NEWFOUNDLAND | | | | |
| Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries de la pêche et du piègeage Fishing & Trapping industries | 2 | 15,901 | 9 | 92,937 |
| Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries | 0 | 0 | 1 | 29,400 |
| Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries manufacturières Manufacturing industries | 1 | 44,701 | 2 | 262,020 |
| Industries de la construction Construction industries | 5 | 558,956 | 12 | 1,566,533 |
| Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries | 3 | 142,705 | 9 | 499,640 |
| Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries du commerce de gros Wholesale trade industries | 0 | 0 | 1 | 223,401 |
| Industries du commerce de détail Retail trade industries | 2 | 65,072 | 13 | 399,437 |
| Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries | 0 | 0 | 1 | 126,503 |
| Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ... | 2 | 21,525 | 4 | 63,685 |
| Industries des services aux entreprises Business service industries | 0 | 0 | 1 | 22,032 |
| Industries des services gouvernementaux Government service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services d'enseignement Educational service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries | 2 | 51,823 | 5 | 142,809 |
| Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries | 2 | 85,515 | 3 | 130,972 |
| Autres industries de services Other service industries | 0 | 0 | 2 | 71,511 |
| Total | 19 | 986,198 | 63 | 3,630,880 |

* Tel que déclaré par les débiteurs
* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors
* As per SIC major groups (1980)

| | Mois Courant Current Month | | Cumul pour l'année Yearly to Date | |
|---|------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ |
| | NOUVELLE-ÉCOSSE/NOVA SCOTIA | | | |
| Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries | 0 | 0 | 3 | 3,150,419 |
| Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries | 8 | 293,072 | 59 | 2,143,767 |
| Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries | 0 | 0 | 6 | 369,337 |
| Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries manufacturières Manufacturing industries | 2 | 3,877,439 | 12 | 5,291,047 |
| Industries de la construction Construction industries | 10 | 2,146,346 | 41 | 7,247,148 |
| Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries | 9 | 408,159 | 26 | 2,532,353 |
| Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries | 0 | 0 | 2 | 113,276 |
| Industries du commerce de gros Wholesale trade industries | 4 | 110,589 | 16 | 734,616 |
| Industries du commerce de détail Retail trade industries | 10 | 1,912,447 | 52 | 7,753,404 |
| Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries | 0 | 0 | 2 | 3,912,713 |
| Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ... | 1 | 61,782 | 14 | 2,496,416 |
| Industries des services aux entreprises Business service industries | 4 | 780,726 | 17 | 1,672,186 |
| Industries des services gouvernementaux Government service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services d'enseignement Educational service industries | 1 | 30,935 | 2 | 197,538 |
| Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries | 1 | 4,027,839 | 6 | 9,510,444 |
| Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries | 9 | 998,190 | 29 | 6,673,249 |
| Autres industries de services Other service industries | 2 | 28,927 | 22 | 1,028,597 |
| Total | 61 | 14,676,451 | 309 | 54,826,510 |

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

| | Mois Courant | | Cumul pour l'année | |
|---|------------------|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|
| | Current Month | | Yearly to Date | |
| | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ |
| ILE DU PRINCE-ÉDOUARD/PRINCE EDWARD ISLAND | | | | |
| Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries | 1 | 38,362 | 3 | 97,271 |
| Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries manufacturières Manufacturing industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries de la construction Construction industries..... | 2 | 85,155 | 3 | 100,442 |
| Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries..... | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries | 0 | 0 | 1 | 171,568 |
| Industries du commerce de gros Wholesale trade industries..... | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries du commerce de détail Retail trade industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ... | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services aux entreprises Business service industries..... | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services gouvernementaux Government service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services d'enseignement Educational service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries..... | 0 | 0 | 2 | 86,890 |
| Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries | 1 | 26,291 | 3 | 5,150,863 |
| Autres industries de services Other service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 4 | 149,808 | 12 | 5,607,034 |

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

| | Mois Courant Current Month | | Cumul pour l'année Yearly to Date | |
|---|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ |
| NOUVEAU-BRUNSWICK/NEW BRUNSWICK | | | | |
| Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries | 0 | 0 | 1 | 122,178 |
| Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries | 1 | 28,189 | 3 | 73,264 |
| Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries | 1 | 25,735 | 3 | 216,249 |
| Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries manufacturières Manufacturing industries | 0 | 0 | 3 | 255,137 |
| Industries de la construction Construction industries..... | 5 | 796,112 | 18 | 2,348,388 |
| Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries..... | 3 | 130,720 | 9 | 405,321 |
| Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries du commerce de gros Wholesale trade industries..... | 0 | 0 | 8 | 447,475 |
| Industries du commerce de détail Retail trade industries | 9 | 1,236,369 | 25 | 6,066,455 |
| Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries | 0 | 0 | 2 | 34,710 |
| Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ... | 3 | 94,842 | 6 | 785,766 |
| Industries des services aux entreprises Business service industries..... | 1 | 31,167 | 2 | 65,663 |
| Industries des services gouvernementaux Government service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services d'enseignement Educational service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries..... | 1 | 536,500 | 2 | 706,730 |
| Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries | 6 | 481,051 | 16 | 1,997,275 |
| Autres industries de services Other service industries | 7 | 255,701 | 18 | 2,141,364 |
| Total | 37 | 3,616,386 | 116 | 15,665,975 |

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

| | Mois Courant Current Month | | Cumul pour l'année Yearly to Date | |
|---|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ |
| QUÉBEC | | | | |
| Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries | 5 | 384,367 | 17 | 1,896,848 |
| Industries de la pêche et du piègeage Fishing & Trapping industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries | 1 | 252,714 | 25 | 1,664,625 |
| Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries manufacturières Manufacturing industries | 35 | 11,553,050 | 202 | 62,337,432 |
| Industries de la construction Construction industries..... | 42 | 13,847,176 | 176 | 47,681,085 |
| Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries..... | 21 | 2,579,871 | 74 | 7,565,331 |
| Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries | 1 | 102,796 | 6 | 2,777,008 |
| Industries du commerce de gros Wholesale trade industries..... | 57 | 27,666,666 | 187 | 104,074,119 |
| Industries du commerce de détail Retail trade industries | 126 | 43,685,672 | 438 | 105,247,504 |
| Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries | 5 | 312,499 | 15 | 81,108,240 |
| Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ... | 8 | 11,431,273 | 40 | 43,560,404 |
| Industries des services aux entreprises Business service industries..... | 23 | 4,729,561 | 98 | 26,065,519 |
| Industries des services gouvernementaux Government service industries | 1 | 420,025 | 2 | 443,869 |
| Industries des services d'enseignement Educational service industries | 0 | 0 | 3 | 108,924 |
| Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries..... | 3 | 2,536,251 | 37 | 11,798,342 |
| Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries | 78 | 12,712,003 | 314 | 69,187,640 |
| Autres industries de services Other service industries | 44 | 14,871,400 | 191 | 67,275,941 |
| Total | 450 | 147,085,324 | 1,825 | 632,792,831 |

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

| | Mois Courant Current Month | | Cumul pour l'année Yearly to Date | |
|--|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ |
| ONTARIO | | | | |
| Industries agricoles et de services connexes | | | | |
| Agriculture & related service industries | 0 | 0 | 11 | 1,865,629 |
| Industries de la pêche et du piégeage | | | | |
| Fishing & Trapping industries | 0 | 0 | 2 | 34,535 |
| Industries de l'exploitation forestière et services forestiers | | | | |
| Logging & Forestry industries | 0 | 0 | 5 | 337,881 |
| Industries des mines, carrières et puits de pétrole | | | | |
| Mining, quarrying & oil well industries | 0 | 0 | 2 | 121,825 |
| Industries manufacturières | | | | |
| Manufacturing industries | 17 | 13,857,605 | 98 | 67,547,844 |
| Industries de la construction | | | | |
| Construction industries | 54 | 9,223,098 | 242 | 96,660,370 |
| Industries du transport et de l'entreposage | | | | |
| Transportation & storage industries | 26 | 3,703,972 | 86 | 16,111,425 |
| Industries des communications et des services publics | | | | |
| Communication & other utility industries | 2 | 727,708 | 9 | 4,328,857 |
| Industries du commerce de gros | | | | |
| Wholesale trade industries | 19 | 30,634,593 | 102 | 86,355,218 |
| Industries du commerce de détail | | | | |
| Retail trade industries | 74 | 20,156,685 | 319 | 207,895,701 |
| Industries des intermédiaires financiers et des assurances | | | | |
| Finance & Insurance industries | 6 | 1,392,717 | 24 | 21,506,826 |
| Industries services immobiliers et agences d'assurances | | | | |
| Real estate operations & insurance agencies industries ... | 7 | 2,607,988 | 41 | 167,913,208 |
| Industries des services aux entreprises | | | | |
| Business service industries | 30 | 8,670,702 | 98 | 20,456,575 |
| Industries des services gouvernementaux | | | | |
| Government service industries | 1 | 148,400 | 2 | 196,250 |
| Industries des services d'enseignement | | | | |
| Educational service industries | 1 | 31,750 | 3 | 201,721 |
| Industries des services de soins santé et services sociaux | | | | |
| Health & social service industries | 5 | 4,314,212 | 15 | 13,869,394 |
| Industries de l'hébergement et de la restauration | | | | |
| Accommodation food & beverage service industries | 50 | 16,196,375 | 182 | 44,380,614 |
| Autres industries de services | | | | |
| Other service industries | 32 | 5,124,665 | 127 | 56,905,781 |
| Total | 324 | 116,790,470 | 1,368 | 806,689,654 |

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

| | Mois Courant Current Month | | Cumul pour l'année Yearly to Date | |
|---|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ |
| MANITOBA | | | | |
| <i>Industries agricoles et de services connexes</i> | | | | |
| Agriculture & related service industries | 2 | 224,041 | 5 | 487,000 |
| <i>Industries de la pêche et du piègeage</i> | | | | |
| Fishing & Trapping industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Industries de l'exploitation forestière et services forestiers</i> | | | | |
| Logging & Forestry industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Industries des mines, carrières et puits de pétrole</i> | | | | |
| Mining, quarrying & oil well industries | 0 | 0 | 1 | 39,900 |
| <i>Industries manufacturières</i> | | | | |
| Manufacturing industries | 0 | 0 | 6 | 1,406,662 |
| <i>Industries de la construction</i> | | | | |
| Construction industries..... | 6 | 278,927 | 19 | 2,641,568 |
| <i>Industries du transport et de l'entreposage</i> | | | | |
| Transportation & storage industries..... | 1 | 39,281 | 7 | 847,931 |
| <i>Industries des communications et des services publics</i> | | | | |
| Communication & other utility industries | 1 | 46,745 | 1 | 46,745 |
| <i>Industries du commerce de gros</i> | | | | |
| Wholesale trade industries..... | 1 | 121,991 | 10 | 2,292,609 |
| <i>Industries du commerce de détail</i> | | | | |
| Retail trade industries | 9 | 914,933 | 35 | 71,216,067 |
| <i>Industries des intermédiaires financiers et des assurances</i> | | | | |
| Finance & Insurance industries | 0 | 0 | 1 | 145,835 |
| <i>Industries services immobiliers et agences d'assurances</i> | | | | |
| Real estate operations & insurance agencies industries ... | 1 | 295,263 | 7 | 2,944,618 |
| <i>Industries des services aux entreprises</i> | | | | |
| Business service industries..... | 1 | 28,521 | 7 | 913,386 |
| <i>Industries des services gouvernementaux</i> | | | | |
| Government service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Industries des services d'enseignement</i> | | | | |
| Educational service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Industries des services de soins santé et services sociaux</i> | | | | |
| Health & social service industries..... | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Industries de l'hébergement et de la restauration</i> | | | | |
| Accommodation food & beverage service industries | 9 | 1,316,950 | 31 | 5,378,247 |
| <i>Autres industries de services</i> | | | | |
| Other service industries | 3 | 827,170 | 11 | 1,680,682 |
| Total | 34 | 4,093,822 | 141 | 90,041,250 |

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

| | Mois Courant Current Month | | Cumul pour l'année Yearly to Date | |
|--|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ |
| SASKATCHEWAN | | | | |
| Industries agricoles et de services connexes | | | | |
| Agriculture & related service industries | 11 | 2,793,836 | 69 | 11,964,949 |
| Industries de la pêche et du piégeage | | | | |
| Fishing & Trapping industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries de l'exploitation forestière et services forestiers | | | | |
| Logging & Forestry industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des mines, carrières et puits de pétrole | | | | |
| Mining, quarrying & oil well industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries manufacturières | | | | |
| Manufacturing industries | 3 | 4,321,817 | 11 | 11,176,270 |
| Industries de la construction | | | | |
| Construction industries..... | 1 | 130,623 | 12 | 3,199,341 |
| Industries du transport et de l'entreposage | | | | |
| Transportation & storage industries | 1 | 22,977 | 5 | 1,127,313 |
| Industries des communications et des services publics | | | | |
| Communication & other utility industries | 0 | 0 | 1 | 29,800 |
| Industries du commerce de gros | | | | |
| Wholesale trade industries..... | 1 | 52,588 | 1 | 52,588 |
| Industries du commerce de détail | | | | |
| Retail trade industries | 10 | 864,526 | 40 | 10,340,007 |
| Industries des intermédiaires financiers et des assurances | | | | |
| Finance & Insurance industries | 1 | 2,169,322 | 1 | 2,169,322 |
| Industries services immobiliers et agences d'assurances | | | | |
| Real estate operations & insurance agencies industries ... | 2 | 311,831 | 5 | 1,153,623 |
| Industries des services aux entreprises | | | | |
| Business service industries..... | 2 | 354,518 | 2 | 354,518 |
| Industries des services gouvernementaux | | | | |
| Government service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services d'enseignement | | | | |
| Educational service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services de soins santé et services sociaux | | | | |
| Health & social service industries..... | 0 | 0 | 2 | 2,070,197 |
| Industries de l'hébergement et de la restauration | | | | |
| Accommodation food & beverage service industries | 5 | 396,844 | 14 | 1,404,640 |
| Autres industries de services | | | | |
| Other service industries | 5 | 1,059,690 | 18 | 2,399,435 |
| Total | 42 | 12,478,572 | 181 | 47,442,003 |

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

| | Mois Courant Current Month | | Cumul pour l'année Yearly to Date | |
|---|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ |
| ALBERTA | | | | |
| <i>Industries agricoles et de services connexes</i> | | | | |
| Agriculture & related service industries | 5 | 489,582 | 30 | 3,246,186 |
| <i>Industries de la pêche et du piégeage</i> | | | | |
| Fishing & Trapping industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Industries de l'exploitation forestière et services forestiers</i> | | | | |
| Logging & Forestry industries | 0 | 0 | 1 | 68,300 |
| <i>Industries des mines, carrières et puits de pétrole</i> | | | | |
| Mining, quarrying & oil well industries | 4 | 423,468 | 16 | 5,435,573 |
| <i>Industries manufacturières</i> | | | | |
| Manufacturing industries | 2 | 606,048 | 23 | 7,059,301 |
| <i>Industries de la construction</i> | | | | |
| Construction industries..... | 8 | 1,304,000 | 69 | 22,044,057 |
| <i>Industries du transport et de l'entreposage</i> | | | | |
| Transportation & storage industries..... | 11 | 1,282,215 | 48 | 5,761,461 |
| <i>Industries des communications et des services publics</i> | | | | |
| Communication & other utility industries | 3 | 316,006 | 9 | 861,847 |
| <i>Industries du commerce de gros</i> | | | | |
| Wholesale trade industries..... | 11 | 1,458,754 | 23 | 2,258,449 |
| <i>Industries du commerce de détail</i> | | | | |
| Retail trade industries | 15 | 2,627,886 | 83 | 18,367,691 |
| <i>Industries des intermédiaires financiers et des assurances</i> | | | | |
| Finance & Insurance industries | 1 | 190,127 | 3 | 3,100,474 |
| <i>Industries services immobiliers et agences d'assurances</i> | | | | |
| Real estate operations & insurance agencies industries ... | 2 | 444,448 | 11 | 1,306,916 |
| <i>Industries des services aux entreprises</i> | | | | |
| Business service industries..... | 11 | 1,852,633 | 34 | 5,114,059 |
| <i>Industries des services gouvernementaux</i> | | | | |
| Government service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Industries des services d'enseignement</i> | | | | |
| Educational service industries | 0 | 0 | 1 | 16,861 |
| <i>Industries des services de soins santé et services sociaux</i> | | | | |
| Health & social service industries..... | 4 | 787,848 | 10 | 1,943,093 |
| <i>Industries de l'hébergement et de la restauration</i> | | | | |
| Accommodation food & beverage service industries | 10 | 1,853,295 | 39 | 19,839,093 |
| <i>Autres industries de services</i> | | | | |
| Other service industries | 5 | 271,441 | 27 | 10,251,855 |
| Total | 92 | 13,907,751 | 427 | 106,675,216 |

* Tel que déclaré par les débiteurs
* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors
* As per SIC major groups (1980)

| | Mois Courant Current Month | | Cumul pour l'année Yearly to Date | |
|--|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ |
| COLOMBIE-BRITANNIQUE/BRITISH COLUMBIA | | | | |
| Industries agricoles et de services connexes | | | | |
| Agriculture & related service industries | 1 | 315,600 | 3 | 469,211 |
| Industries de la pêche et du piégeage | | | | |
| Fishing & Trapping industries | 0 | 0 | 1 | 119,000 |
| Industries de l'exploitation forestière et services forestiers | | | | |
| Logging & Forestry industries | 6 | 226,047 | 25 | 2,548,846 |
| Industries des mines, carrières et puits de pétrole | | | | |
| Mining, quarrying & oil well industries | 0 | 0 | 1 | 265,340 |
| Industries manufacturières | | | | |
| Manufacturing industries | 13 | 3,401,237 | 46 | 24,494,103 |
| Industries de la construction | | | | |
| Construction industries..... | 6 | 498,973 | 55 | 12,702,385 |
| Industries du transport et de l'entreposage | | | | |
| Transportation & storage industries..... | 12 | 6,917,172 | 36 | 8,676,270 |
| Industries des communications et des services publics | | | | |
| Communication & other utility industries | 0 | 0 | 4 | 278,139 |
| Industries du commerce de gros | | | | |
| Wholesale trade industries..... | 10 | 5,340,997 | 33 | 21,517,940 |
| Industries du commerce de détail | | | | |
| Retail trade industries | 12 | 1,800,224 | 74 | 8,972,705 |
| Industries des intermédiaires financiers et des assurances | | | | |
| Finance & Insurance industries | 2 | 201,089 | 7 | 1,699,422 |
| Industries services immobiliers et agences d'assurances | | | | |
| Real estate operations & insurance agencies industries ... | 2 | 17,113 | 11 | 891,278 |
| Industries des services aux entreprises | | | | |
| Business service industries..... | 8 | 5,777,077 | 34 | 20,546,219 |
| Industries des services gouvernementaux | | | | |
| Government service industries | 0 | 0 | 2 | 148,737 |
| Industries des services d'enseignement | | | | |
| Educational service industries | 1 | 212,060 | 1 | 212,060 |
| Industries des services de soins santé et services sociaux | | | | |
| Health & social service industries..... | 2 | 54,000 | 4 | 660,375 |
| Industries de l'hébergement et de la restauration | | | | |
| Accommodation food & beverage service industries | 6 | 779,829 | 35 | 3,757,569 |
| Autres industries de services | | | | |
| Other service industries | 8 | 803,224 | 30 | 4,633,852 |
| Total | 89 | 26,344,642 | 402 | 112,593,451 |

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

| | Mois Courant Current Month | | Cumul pour l'année Yearly to Date | |
|---|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ |
| TERRITOIRES DU NORD-OUEST/NORTHWEST TERRITORIES | | | | |
| <i>Industries agricoles et de services connexes</i> | | | | |
| Agriculture & related service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Industries de la pêche et du piégeage</i> | | | | |
| Fishing & Trapping industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Industries de l'exploitation forestière et services forestiers</i> | | | | |
| Logging & Forestry industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Industries des mines, carrières et puits de pétrole</i> | | | | |
| Mining, quarrying & oil well industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Industries manufacturières</i> | | | | |
| Manufacturing industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Industries de la construction</i> | | | | |
| Construction industries..... | 0 | 0 | 1 | 95,361 |
| <i>Industries du transport et de l'entreposage</i> | | | | |
| Transportation & storage industries..... | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Industries des communications et des services publics</i> | | | | |
| Communication & other utility industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Industries du commerce de gros</i> | | | | |
| Wholesale trade industries..... | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Industries du commerce de détail</i> | | | | |
| Retail trade industries | 0 | 0 | 1 | 224,524 |
| <i>Industries des intermédiaires financiers et des assurances</i> | | | | |
| Finance & Insurance industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Industries services immobiliers et agences d'assurances</i> | | | | |
| Real estate operations & insurance agencies industries ... | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Industries des services aux entreprises</i> | | | | |
| Business service industries..... | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Industries des services gouvernementaux</i> | | | | |
| Government service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Industries des services d'enseignement</i> | | | | |
| Educational service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Industries des services de soins santé et services sociaux</i> | | | | |
| Health & social service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Industries de l'hébergement et de la restauration</i> | | | | |
| Accommodation food & beverage service industries | 1 | 92,800 | 1 | 92,800 |
| <i>Autres industries de services</i> | | | | |
| Other service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 1 | 92,800 | 3 | 412,685 |

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

| | Mois Courant Current Month | | Cumul pour l'année Yearly to Date | |
|--|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ |
| YUKON | | | | |
| Industries agricoles et de services connexes | | | | |
| Agriculture & related service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries de la pêche et du piègeage | | | | |
| Fishing & Trapping industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries de l'exploitation forestière et services forestiers | | | | |
| Logging & Forestry industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des mines, carrières et puits de pétrole | | | | |
| Mining, quarrying & oil well industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries manufacturières | | | | |
| Manufacturing industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries de la construction | | | | |
| Construction industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries du transport et de l'entreposage | | | | |
| Transportation & storage industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des communications et des services publics | | | | |
| Communication & other utility industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries du commerce de gros | | | | |
| Wholesale trade industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries du commerce de détail | | | | |
| Retail trade industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des intermédiaires financiers et des assurances | | | | |
| Finance & Insurance industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries services immobiliers et agences d'assurances | | | | |
| Real estate operations & insurance agencies industries ... | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services aux entreprises | | | | |
| Business service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services gouvernementaux | | | | |
| Government service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services d'enseignement | | | | |
| Educational service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries des services de soins santé et services sociaux | | | | |
| Health & social service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industries de l'hébergement et de la restauration | | | | |
| Accommodation food & beverage service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres industries de services | | | | |
| Other service industries | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 |

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

| | Mois Courant Current Month | | Cumul pour l'année Yearly to Date | |
|---|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ | Nombre Number | Passif* Liabilities* \$ |
| CANADA | | | | |
| Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries | 24 | 4,207,426 | 139 | 23,202,420 |
| Industries de la pêche et du piègeage Fishing & Trapping industries | 12 | 375,524 | 77 | 2,560,774 |
| Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries | 8 | 504,496 | 66 | 5,234,638 |
| Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries | 4 | 423,468 | 20 | 5,862,638 |
| Industries manufacturières Manufacturing industries | 73 | 37,661,897 | 403 | 179,829,816 |
| Industries de la construction Construction industries..... | 139 | 28,869,366 | 648 | 196,286,678 |
| Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries..... | 87 | 15,227,072 | 300 | 43,527,045 |
| Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries | 7 | 1,193,255 | 33 | 8,607,240 |
| Industries du commerce de gros Wholesale trade industries..... | 103 | 65,386,178 | 381 | 217,956,415 |
| Industries du commerce de détail Retail trade industries | 267 | 73,263,814 | 1,080 | 436,483,495 |
| Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries | 15 | 4,265,754 | 56 | 113,804,045 |
| Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ... | 28 | 15,286,065 | 139 | 221,115,914 |
| Industries des services aux entreprises Business service industries..... | 80 | 22,224,905 | 293 | 75,210,157 |
| Industries des services gouvernementaux Government service industries | 2 | 568,425 | 6 | 788,856 |
| Industries des services d'enseignement Educational service industries | 3 | 274,745 | 10 | 737,104 |
| Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries | 18 | 12,308,473 | 83 | 40,788,274 |
| Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries | 177 | 34,939,143 | 667 | 157,992,962 |
| Autres industries de services Other service industries | 106 | 23,242,218 | 446 | 146,389,018 |
| Total | 1,153 | 340,222,224 | 4,847 | 1,876,377,489 |

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN AVRIL 1992
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN APRIL 1992
BY MAJOR URBAN CENTERS**

| | Consommateur Consumer | Affaire Business | Propositions Proposals | Total Total | Actif Assets | Passif Liabilities |
|---------------------------|--------------------------|---------------------|---------------------------|----------------|-----------------|-----------------------|
| T.-N./NFLD. | | | | | | |
| ST-JOHN'S | 17 | 4 | 0 | 21 | 440,920 | 802,194 |
| AUTRES/OTHERS | 44 | 15 | 0 | 59 | 1,009,726 | 1,434,214 |
| TOTAL | 61 | 19 | 0 | 80 | 1,450,646 | 2,236,408 |
| N.-É./N.S. | | | | | | |
| HALIFAX | 72 | 31 | 0 | 103 | 2,913,273 | 7,571,884 |
| SYDNEY | 17 | 6 | 2 | 25 | 766,100 | 1,087,908 |
| SYDNEY MINES | 3 | 1 | 0 | 4 | 48,648 | 170,899 |
| AUTRES/OTHERS | 81 | 23 | 0 | 104 | 7,955,224 | 10,311,460 |
| TOTAL | 173 | 61 | 2 | 236 | 11,683,245 | 19,142,151 |
| I.P.-É./P.E.I. | | | | | | |
| CHARLOTTETOWN | 2 | 0 | 0 | 2 | 1,736 | 40,677 |
| AUTRES/OTHERS | 9 | 4 | 0 | 13 | 429,408 | 492,802 |
| TOTAL | 11 | 4 | 0 | 15 | 431,144 | 533,479 |
| N.-B./N.B. | | | | | | |
| FREDERICTON | 7 | 0 | 0 | 7 | 110,250 | 187,124 |
| MONCTON | 6 | 5 | 0 | 11 | 294,525 | 585,301 |
| SAINT-JOHN | 6 | 4 | 0 | 10 | 187,000 | 195,138 |
| AUTRES/OTHERS | 23 | 28 | 1 | 52 | 1,338,830 | 3,935,583 |
| TOTAL | 42 | 37 | 1 | 80 | 1,930,605 | 4,903,146 |
| QUÉBEC | | | | | | |
| BAIE-COMEAU | 2 | 0 | 0 | 2 | 175 | 28,754 |
| CHICOUTIMI-JONQUIÈRE | 21 | 8 | 0 | 29 | 624,299 | 1,266,909 |
| DRUMMONDVILLE | 9 | 3 | 0 | 12 | 370,234 | 430,923 |
| GRANBY | 16 | 7 | 0 | 23 | 98,662 | 787,483 |
| HULL/GATINEAU/AYLMER | 89 | 14 | 3 | 106 | 3,400,130 | 5,466,635 |
| MONTRÉAL | 628 | 169 | 8 | 805 | 50,530,098 | 118,410,605 |
| QUÉBEC | 101 | 47 | 5 | 153 | 12,565,872 | 22,488,505 |
| RIMOUSKI | 8 | 4 | 0 | 12 | 271,134 | 605,379 |
| ROUYN | 4 | 1 | 0 | 5 | 103,357 | 223,790 |
| SALLABERRY DE VALLEYFIELD | 6 | 1 | 0 | 7 | 82,650 | 526,340 |
| SHAWINIGAN | 7 | 4 | 0 | 11 | 173,589 | 175,367 |
| SHERBROOKE | 16 | 8 | 0 | 24 | 269,890 | 1,264,966 |
| SOREL | 5 | 3 | 0 | 8 | 284,796 | 343,399 |
| ST-HYACINTHE | 5 | 1 | 0 | 6 | 2,350 | 211,918 |
| ST-JEAN-SUR-RICHELIEU | 11 | 2 | 0 | 13 | 283,100 | 1,789,234 |
| ST-JERÔME | 12 | 1 | 0 | 13 | 207,950 | 493,639 |
| THETFORD MINES | 1 | 0 | 0 | 1 | 12,050 | 34,886 |
| TROIS-RIVIÈRES | 19 | 13 | 0 | 32 | 1,398,627 | 2,687,667 |
| VICTORIAVILLE | 2 | 3 | 0 | 5 | 347,200 | 659,034 |
| AUTRES/OTHERS | 393 | 161 | 7 | 561 | 49,427,092 | 91,417,476 |
| TOTAL | 1,355 | 450 | 23 | 1,828 | 120,453,255 | 249,312,909 |

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN AVRIL 1992
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN APRIL 1992
BY MAJOR URBAN CENTERS**

| | Consommateur Consumer | Affaire Business | Propositions Proposals | Total Total | Actif Assets | Passif Liabilities |
|-----------------------|--------------------------|---------------------|---------------------------|----------------|-----------------|-----------------------|
| ONTARIO | | | | | | |
| BARRIE | 45 | 4 | 0 | 49 | 3,397,551 | 9,835,367 |
| BELLEVILLE | 14 | 4 | 0 | 18 | 458,979 | 932,597 |
| BRANTFORD | 22 | 3 | 0 | 25 | 2,624,369 | 3,344,479 |
| BROCKVILLE | 2 | 0 | 0 | 2 | 100 | 15,765 |
| CHATHAM | 10 | 2 | 0 | 12 | 403,206 | 436,797 |
| CORNWALL | 11 | 2 | 0 | 13 | 56,011 | 557,734 |
| GUELPH | 16 | 1 | 0 | 17 | 266,193 | 1,075,772 |
| HAMILTON | 130 | 22 | 0 | 152 | 19,103,928 | 42,211,597 |
| KINGSTON | 16 | 6 | 7 | 29 | 240,068 | 841,047 |
| KITCHENER | 73 | 13 | 0 | 86 | 4,378,495 | 5,929,243 |
| LONDON | 66 | 4 | 2 | 72 | 1,984,611 | 3,046,147 |
| MIDLAND | 4 | 0 | 0 | 4 | 129,600 | 123,973 |
| NORTH BAY | 17 | 2 | 0 | 19 | 180,918 | 922,795 |
| ORILLIA | 12 | 5 | 0 | 17 | 418,702 | 1,129,646 |
| OSHAWA | 83 | 3 | 2 | 88 | 4,972,990 | 7,734,587 |
| OTTAWA | 124 | 29 | 4 | 157 | 4,228,671 | 10,074,815 |
| OWEN SOUND | 7 | 0 | 0 | 7 | 441,020 | 401,376 |
| PETERBOROUGH | 12 | 0 | 0 | 12 | 212,202 | 447,473 |
| SARNIA | 13 | 2 | 0 | 15 | 371,173 | 500,641 |
| SAULT-STE-MARIE | 20 | 0 | 0 | 20 | 145,934 | 1,061,602 |
| ST-CATHARINES/NIAGARA | 57 | 10 | 0 | 67 | 2,617,879 | 4,606,341 |
| STRATFORD | 1 | 1 | 1 | 3 | 91,830 | 156,363 |
| SUDBURY | 36 | 3 | 0 | 39 | 179,990 | 795,252 |
| THUNDER BAY | 14 | 3 | 4 | 21 | 282,405 | 863,137 |
| TORONTO | 998 | 109 | 30 | 1,137 | 61,955,709 | 137,020,611 |
| TRENTON | 11 | 2 | 0 | 13 | 94,655 | 361,149 |
| WINDSOR | 35 | 2 | 1 | 38 | 475,315 | 1,377,045 |
| AUTRES/OTHERS | 552 | 92 | 12 | 656 | 29,659,082 | 50,553,765 |
| TOTAL | 2,401 | 324 | 63 | 2,788 | 139,371,586 | 286,357,116 |
| MANITOBA | | | | | | |
| WINNIPEG | 160 | 22 | 1 | 183 | 5,537,597 | 7,858,666 |
| AUTRES/OTHERS | 40 | 12 | 0 | 52 | 1,543,948 | 2,845,594 |
| TOTAL | 200 | 34 | 1 | 235 | 7,081,545 | 10,704,260 |
| SASKATCHEWAN | | | | | | |
| MOOSE JAW | 6 | 2 | 0 | 8 | 349,614 | 1,401,787 |
| PRINCE ALBERT | 7 | 1 | 0 | 8 | 310,551 | 323,371 |
| REGINA | 44 | 6 | 0 | 50 | 1,254,988 | 3,886,795 |
| SASKATOON | 40 | 10 | 0 | 50 | 1,769,078 | 3,507,617 |
| AUTRES/OTHERS | 54 | 23 | 0 | 77 | 3,643,427 | 11,796,680 |
| TOTAL | 151 | 42 | 0 | 193 | 7,327,658 | 20,916,250 |

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN AVRIL 1992
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN APRIL 1992
BY MAJOR URBAN CENTERS**

| | Consommateur Consumer | Affaire Business | Propositions Proposals | Total Total | Actif Assets | Passif Liabilities |
|-----------------------|--------------------------|---------------------|---------------------------|----------------|-----------------|-----------------------|
| ALBERTA | | | | | | |
| CALGARY | 172 | 28 | 0 | 200 | 6,019,173 | 10,856,374 |
| EDMONTON | 142 | 28 | 0 | 170 | 6,791,944 | 8,592,759 |
| MEDICINE HAT | 9 | 1 | 0 | 10 | 451,885 | 355,935 |
| AUTRES/OTHERS | 160 | 35 | 0 | 195 | 7,025,266 | 9,245,588 |
| TOTAL | 483 | 92 | 0 | 575 | 20,288,268 | 29,050,656 |
| C.-B./B.C. | | | | | | |
| CHILLIWACK | 8 | 0 | 0 | 8 | 66,800 | 183,779 |
| COURTENAY | 4 | 2 | 0 | 6 | 26,075 | 199,747 |
| KAMLOOPS | 1 | 3 | 0 | 4 | 10,081 | 163,708 |
| KELOWNA | 13 | 3 | 0 | 16 | 261,537 | 602,053 |
| NANAIMO | 10 | 2 | 0 | 12 | 24,080 | 1,298,392 |
| PRINCE-GEORGE | 13 | 3 | 0 | 16 | 95,250 | 652,220 |
| TERRACE | 2 | 2 | 0 | 4 | 58,375 | 149,245 |
| VANCOUVER | 234 | 47 | 14 | 295 | 6,665,197 | 32,410,846 |
| VERNON | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| VICTORIA | 39 | 9 | 0 | 48 | 904,232 | 4,293,413 |
| AUTRES/OTHERS | 100 | 18 | 1 | 119 | 1,343,203 | 4,791,039 |
| TOTAL | 424 | 89 | 15 | 528 | 9,454,830 | 44,744,442 |
| T.N.-O./N.W.T. | | | | | | |
| TOTAL | 1 | 1 | 0 | 2 | 17,000 | 92,800 |
| YUKON | | | | | | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CANADA | | | | | | |
| TOTAL | 5,302 | 1,153 | 105 | 6,560 | 319,489,782 | 667,993,617 |

PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES (Partie X, Loi sur la faillite)
ORDERLY PAYMENT OF DEBTS (Part X, Bankruptcy Act)

| Rapport du mois d'avril 1992 — Report for the month of April 1992 | Provinces participantes — Participating Provinces | | | | | | |
|--|---|-------------------------|-----------------------------------|---------------------------|-------------------------------------|---|--------------|
| | Colombie- Britannique — British Columbia | Alberta — Alberta | Saskatchewan — Saskatchewan | Manitoba — Manitoba | Nouvelle-Écosse — Nova Scotia | Ile du Prince- Édouard — Prince Edward Island | Total |
| Nombre total des ordonnances de fusion émises par la cour durant le mois | 76 | 25 | 16 | 18 | 112 | 2 | 249 |
| Total number of Consolidation Orders made by the Court during the month | | | | | | | |
| Montant versé à la cour durant le mois relativement à toutes les ordonnances de fusion | 383,412.20 | 142,991.97 | 60,426.72 | 68,505.58 | 341,154.00 | 18,356.36 | 1,014,846.83 |
| Total amount paid into court on all consolidation orders during the month | | | | | | | |
| Montant distribué durant le mois aux créanciers inscrits sous les ordonnances de fusion | 59,049.90 | 279,009.52 | 108,758.94 | 72,450.00 | 328,348.00 | 970.00 | 848,586.36 |
| Total amount distributed to registered creditors under all consolidation orders during the month | | | | | | | |
| Nombre total de cas complétés ou annulés durant le mois | 78 | 19 | 1 | 8 | 71 | 1 | 178 |
| Total number of terminations and defaults during the month | | | | | | | |